

T2137-454-6,00 F

ISSN 0026-9433

hebdo

le monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 454

JEUDI 23 SEPTEMBRE 1982

6,00 F



BAVURES

ET PRÉMÉDITATIONS

F°P 2520

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AISNE: ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER: MOULIN - YZEURE
ARDÈCHE: AUBENAS
AUDE: NARBONNE
B.-D.-R.: MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
CALVADOS: CAEN
CHARENTES-MARITIMES: MARENES - ROCHEFORT
CÔTE-D'OR: DIJON
DOUBS: BESANCON
FINISTÈRE: BREST
GIRONDE: BORDEAUX - CADILLAC
HAUTE-GARONNE: TOULOUSE
HÉRAULT: BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE: RENNES
INDRE-ET-LOIRE: TOURS
LOIRE: SAINT-ETIENNE
LOT-ET-GARONNE: AGEN
MAINE-ET-LOIRE: ANGERS
MANCHE: CHERBOURG
MARNE: REIMS
MORBIHAN: PLUVIGNER
MOSELLE: METZ
NORD: LILLE - VALENCIENNES
OISE: BEAUVAIS
ORNE: FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE: LYON
SARTHE: LE MANS
SEINE-MARITIME: LE HAVRE - ROUEN
SOMME: AMIENS
VAR: GROUPE REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE: LIMOGES
YONNE: AUXERRE
LA REUNION: LE PORT
BELGIQUE: ARLON

RÉGION PARISIENNE

PARIS: 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 1°, 4°, 5°, 9°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
- ORSAY-BURES
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- VILLEJUIF, VITRY
- MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY
- BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE
- VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
- DOMONT
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- DEUIL-MONTMAGNY
- STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
- LIAISON ONF
- CERCLE INTER-BANQUES
- LIAISON ORTF
- LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

NORD: Noyon, Fourmies, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hémin, Beaumont, Saint-Quentin, Soissons.

EST: Nancy, Charleville-Mézières, Senone, Bas-Rhin, Jura.

ILE-DE-FRANCE: Maule.

QUEST: Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatelleraut, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.

CENTRE: Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Bretenoux.

SUD, SUD-OUEST: Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes.

RHÔNE-ALPES: Thonon-les-Bains, Chambéry, Saint-Donat, Grenoble.

CORSE: Ajaccio.

GUADELOUPE: Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Liaison Périgueux: permanences dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13, rue Thiers. Contact avec la liaison Noytron possible à cette occasion.

Groupe Michel Bakounine: permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes: le mardi à partir de 20 h à la MJC La Palette.

Permanences FA d'Angers: tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille: le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide: Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.

Groupe du 11°: permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens: permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Gérant: c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne: tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac: tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin: petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15°), métro boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest: permanence le 3° samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony: le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél.: 668.48.58.

Liaison Blois: permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château: tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux: le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline: 26, rue Piat, Paris 20°. Permanences les 1° et 3° jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon: 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas: de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences FA et GAEL: le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Gullouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Groupe Louise Michel: 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Pour toute prise de contact, n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris 11° (m° République), tél.: 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Vous désirez militer pour l'anarchisme et développer les idées anarchistes dans l'Ardèche; prenez contact avec les Relations Intérieures qui transmettront.

Les sympathisants libertaires du Lot peuvent contacter la liaison du même nom, le samedi au marché de Figeac où les militants du groupe vendent le ML et tiennent une table de presse (livres, brochures...).

Les personnes contactées par la propagande dans l'Aveyron peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettront au groupe local.

Pour participer à la propagation de l'anarchisme et mettre en place des groupes de la FA dans le secteur de Nîmes, Arles, Avignon, prendre contact par l'intermédiaire des R.I.

PERMANENCES DE RADIO-LIBERTAIRES

Les jeudis de 14 à 18 h.
Les samedis de 14 h 30 à 18 h.
Au 145, rue Amelot, Paris 11°.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES



Brochure éditée par le groupe E. VARLIN de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Brochure éditée par le groupe Eugène Varlin de la F.A. En vente à Publico: 3 F.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore: abonnez-vous!

Rédaction-Administration 145, rue Amelot, Paris 11°
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 636
Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse



Poster édité par le groupe Michel Bakounine. Prix: 10 F l'unité et 7 F à partir de 10 exemplaires. Format: 45 x 62. Commandes à adresser à ADIL, groupe Michel Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex. En vente à Publico.



Poster édité par la Commission imprimerie (en 3 couleurs). Prix: 15 F l'unité. Format: 44 x 56.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 15 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 19 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11°

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél.: 74.41.58



le monde libertaire

FÉDÉRATION ANARCHISTE 145 RUE AMELOT PARIS 11°

Affiche éditée par le groupe Jacob de la F.A. Tarifs: 95 centimes à moins de 100 exemplaires; 90 centimes entre 100 et 500 exemplaires; 85 centimes au-dessus de 500 exemplaires (frais de port inclus). Affiche en trois couleurs. Format: 78 x 57.

Sommaire

Table with 2 columns: Page number and Title. Includes: PAGE 2 Activités des groupes FA, PAGE 3 Les anarchistes et la biologie, PAGE 8 Mais qui sont ces Palestiniens?, etc.

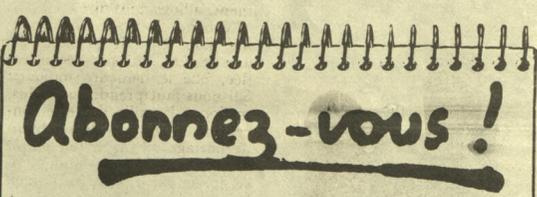


Table with 3 columns: TARIF, France, Sous pli fermé, Etranger. Rows for 13 n°, 25 n°, 50 n°.

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT form with fields for Nom, Prénom, Rue, Ville, Code postal, and options for Abonnement, Retraitement, etc.

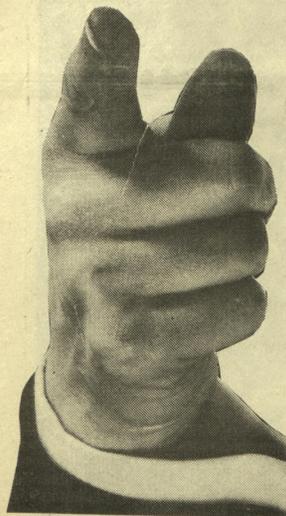
en bref...en bref...

Le Groupe de réflexion et d'action antimilitaristes de Bordeaux reprend ses permanences tous les jeudis, de 18 h à 19 h 30 au 47, rue de la Devisse, à Bordeaux, pour tout renseignement sur l'objection de conscience et l'insoumission. Par ailleurs, la section « Femmes » du GRAAB tient ses permanences le même jour (même heure, même adresse).

Journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques, organisée par le CSIA, diffusion INTI et MRAAP. Projections de films et de montages non-stop. Participation de délégations indiennes d'Amérique du Nord, du Sud, et centrale. Groupes musicaux indiens. Stands, expositions, plats et boissons typiques. Le 9 octobre 1982 de 14 à 22 h, à la faculté de droit Paris I, 12, place du Panthéon, Paris 5^e, métro : Luxembourg.

Le vendredi 3 septembre 1982, à 17 h 30, la Chambre de commerce franco-soviétique (22, av. F.D. Roosevelt à Paris 8^e) a été occupée par une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles deux délégués du SMOI (Vladimir Borissov et Victor Fainberg), des Polonais, Roumains, Bulgares et des internationalistes sans nationalité précise (sic). Une banderole (« Solidarité avec les travailleurs des pays de l'Est ») a été suspendue aux fenêtres des bureaux tandis qu'une autre (« Gouvernements solidaires, ouvriers polonais solidaires ») était fixée à l'entrée de l'immeuble. Un communiqué était diffusé sur les lieux où était mentionnée l'importance pour les banquiers de voir naître un gouvernement fort en Pologne, appuyé par l'URSS, qui payera le reste des 500 millions de dollars d'intérêts dus par la Pologne aux banques occidentales.

Il a été enregistré, dans le domaine de la location étudiante, une chute de plus de 30% des propositions de logements par rapport à l'an passé, à pareille époque. A ce sujet, l'Union parisienne des étudiants locataires recherche (et propose) des chambres-studios ou appartements susceptibles d'être loués à des étudiants. L'UPEL est ouverte tous les jours de 10 h à midi et de 14 h à 18 h, au 120, rue Notre-Dame-des-Champs, 74006 Paris (tél. 633.30.78.).



LA NOSTALGIE, CAMARADES !

INTÉRESSANTS, les propos de M. Gérard Deuil, président du Syndicat national des petites et moyennes entreprises (SN-PMI), lors d'une interview sur Europe 1 au lendemain de la manifestation organisée par ce syndicat sur le thème : « Fini les vaches à lait, les fauves se révoltent ! » (C'est fin !).

A Ivan Levaï lui demandant si, tout de même, faire défiler ses « troupes » à la lueur des torches, la nuit dans Paris, ne risquait pas d'évoquer de « mauvais souvenirs », le désopilant Gérard Deuil répond : « Oui, je sais, on nous a même comparés aux longs Couteaux de Berlin, en 1933 ; c'est grotesque ! Toutefois, je revendique être resté fidèle à l'idéal de mes vingt ans, travail-famille-patrie, et aujourd'hui, à 61 ans, je garde encore le portrait du Maréchal dans mon bureau ! »

Bien que « navrés » des manifestations trop violemment « anti-socialistes » (traduisez contre tout ce qui est rouge, du PS au PC, en passant par l'extrême gauche !) de certains participants au meeting du SN-PMI à la porte de Pantin, Gérard Deuil et ses amis ne traînent pas moins derrière eux une sale odeur, celle du fascisme « bien de chez nous », celui des beaux avinés et ratonneurs, celui des « Légitime défense et consorts (Jean-Marie Le Pen était au premier rang !), prêts à briser les reins, si l'occasion se présente, de tous ceux qui pensent que le SN-PMI est un obstacle de plus au changement, le vrai, celui de la révolution sociale.

Gilbert (Groupe Libertad)

UNIVERSITÉ : LA SOUTE À LUMIÈRES

Il est sans doute permis de critiquer le mode de distribution d'un produit, sans en réputer pour cela la nécessité de circulation. Bien sûr. Eh bien, allons !

Les humanistes, premiers hommes de progrès, se sont souvent sinon toujours faits les propagateurs de la connaissance, considérant, à juste titre, que celle-ci était un facteur fondamental de conscience, donc d'évolution. Dissidents, somme toute, quel que fût leur état, ces originaux (au combat du reste parfois occulte) furent au gré du temps, et donc de la volonté confondue des êtres, relayés presque partout par des institutions dispensatrices d'un certain savoir, académies aujourd'hui elles-mêmes dument contrôlées par cet assassin de la convivialité, l'Etat, nouvel avatar de leur matrice, l'Eglise. Partant, comment croire que ces universités puissent instruire sans soit d'un profit tangible pour leurs instances initiatrices — gratuitement, allons-nous dire...

Vendue, l'Université ? Pas même, pour être rigoureux quant aux termes, puisque née infidèle, elle le demeure toujours. S'il nous faut prendre une illustration à la taille de cette conception magistrale de semblant de partage du savoir (ou plutôt de partage du pouvoir), notons que l'université de Paris, jadis, était appelée « fille aînée des rois de France ». C'est de ce temps-là, sans doute, qu'elle garde au cœur une forfanterie experte. Malheur est de constater le réel prestige, l'autorité même dont jouissent les enfants de la « mère nourricière » (1). Des notables, des puissants quelque part, mais cependant jamais solidement installés, si tant est que le fondement de leurs assises est capricieux — du vent, pour tout dire.

Un savant peut en cacher un autre

Il est vrai encore que l'universitaire honnête, qui se peut rencontrer pour qui sait faire preuve de sagacité, est un individu à la conscience cruellement éprou-

vée. D'une part, sa quête légitime d'un savoir dont on voit d'autant moins le fond que l'on fouille davantage, et cette autre inconnue, ce reste d'humanité si nombreuse et en dehors des beaux sentiers du savoir ! Ce sentiment que, plus l'on cultive son esprit, plus on se sépare de ses congénères les plus courants ; cette souffrance d'honnête chercheur (à la limite du complexe, il faut bien le souligner) d'être admiré, magnifié, et non partagé ou compris... Le calvaire qui est leur est indicible.

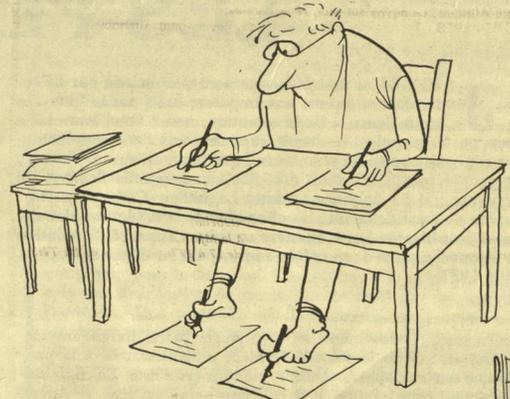
Quant aux autres, ceux qui acceptent la sinistre mécanique universitaire — former l'élite, c'est de cela qu'il s'agit —, nous les combattons souvent et partout, patrons, cadres, bureaucrates, technocrates, possédants, gouvernants de sociétés, encadrement préfabriqué. La fumure satinée aux senteurs luxueuses, le sourcil relevé sur le mépris, ce moi infatué qui se vautre sur lui-même, en fin de compte cette erreur, hélas ordinaire, elle fait l'Université, elle occulte la connaissance.

Une impasse pernicieuse

En ce sens, d'ailleurs, école de l'élite, l'Université est déjà antidémocratique : son accès seul, sous diverses apparences d'ailleurs trompeuses, peut l'être. Cet aspect aristocratique de la démocratie n'est pas en effet sa moindre contradiction. Alors, l'« honnête universitaire » de cette caricature classification, réchappé-il vraiment à cet esprit de caste ?

Les faits même argumentent en faveur de l'inanité du prestige scolaire. Celui-ci d'abord, ne peut trouver source, pour reprendre des critères épatants, que dans le statut social — ou la fonction publique ou le degré de la connaissance atteint. Or, où donc conduit à présent l'Univer-

EDITORIAL
A série des attentats antisémite (à Bruxelles) et antisémite (à Paris), a continué la semaine dernière. Tout regrettables et lâches qu'ils soient, ils tirent leurs origines de la terreur israélienne, qui continue de faire régner son ordre à Beyrouth.
L'assassinat de Bechir Gemayel, candidat à la présidence libanaise, déstabilise encore plus un pays aux abois. Gemayel, homme de droite, était néanmoins un des rares libanais qui, peut-être (?), aurait pu obtenir un consensus autour de son nom dans le pays.
Il semble clair qu'Israël ne tient pas du tout à ce que le Liban échappe à sa coupe, en se dotant par exemple d'un gouvernement autonome.
Ironie du sort, Menahem Begin a déclaré ces jours derniers, que les troupes israéliennes seraient maintenues aussi longtemps que l'armée libanaise n'aura pas pris le contrôle du terrain. Il justifie son action par les risques « de chaos et de bain de sang » dans le pays.
C'est ainsi que l'armée israélienne fouille et perquisitionne tout l'ouest de Beyrouth. Plus de mille arrestations ont été annoncées au moment où nous mettons sous presse.
Enfin, mettant à profit le retrait des « forces d'interposition », les milices phalangistes chrétiennes sont entrées dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth. On peut parler ici de « bain de sang » M. Begin ! Plus de trois cents civils (hommes, femmes et enfants) ont été massacrés à la mitrailleuse, notamment dans les camps de Sabra et Chatila. L'armée israélienne, censée garder les camps, a laissé faire. Tous les pays ont immédiatement protesté devant l'« horreur » du fait. Reagan a condamné et Begin (mais oui) aussi. Il n'en reste pas moins que depuis deux mois le gouvernement israélien a les mains libres et extermine systématiquement tout ce qui ressemble de près ou de loin à un Palestinien, qu'il soit combattant ou pas. Ceci rappelle d'autres génocides de sinistres mémoires. Il faut néanmoins noter que l'une des seules manifestations d'importance contre la politique de Begin et Sharon a eu lieu à Jérusalem même.
Mais le plus urgent est maintenant d'exiger le retrait total des troupes israéliennes du Liban, avec pour corollaire le droit du peuple libanais à s'autodéterminer. Rest à savoir si la pression internationale sera assez forte pour faire plier Begin.



sité, pour qui ne sera pas fait maître ? A l'ANPE, pardi ! et le chômeur, hélas, n'est encore pas plus respecté qu'un général chamarré. Elle aboutit aussi à une spécialisation telle qu'elle entraîne, par concentration excessive (peut-être s'agit-il là d'une manifestation du célèbre phénomène galactique du « trou noir », et d'une bonne raison de se refuser à l'expliquer...), une méconnaissance, elle, considérable. Misère, dérision, mystification, à l'instar d'une école de modestie... Mais que diable s'en aller ramper dans cette galère !
Pourtant, si science sans conscience n'est rien (ou de trop), la réciproque, face aux obscurantismes, est de toute évidence éternelle. Alors, que faire (2) ?

pagnons mâles et femelles morts dans ce combat...

Sur ce point, chacun peut s'instruire, en tirer enseignements et profit personnels, collectifs à la fois. Vivre, c'est vivre ensemble, et en ce sens d'ailleurs, si elle n'est occasionnelle, l'auto-instruction ne peut être qu'un pis-aller. On n'est jamais que condamné à devenir autodidacte.

Apprendre, chacun et ensemble, avec un maximum de confort, dans des règles communément et librement définies et acceptées, quand une variété de choix dans la manière d'aborder les savoirs sera... A bientôt, ici et ailleurs, quelle que soit la communauté (3) au sein de laquelle se feront ces fantastiques chemins de la connaissance, pourvu qu'elle soit nôtre.

Gérard CARAMARO

(1) Alma mater (mère nourricière) est un terme latin parfois usité pour nommer (en l'occurrence apostropher) l'Université.
(2) Toute ressemblance avec une question ayant déjà existé ne peut être que le fruit de l'imagination d'un lecteur intentionné.
(3) Signification étymologique (et dérisoire) du mot université.



à rebrousse-poil

Les sinistres du culte...

Le frère Fesquet, spécialiste de la chose sacrée dans *Le Monde*, n'y va pas avec le dos du goupillon. Selon lui, si l'Eglise perd des clients, si le troupeau d'ouailles s'éclaircit, c'est parce qu'elle distille l'ennui : « Les offices sont trop longs, trop monotones, trop répétitifs, les sermons sont médiocres... Mal chauffés en hiver, mal sonorisés en toute saison, les temples catholiques ou protestants ne sont guère attrayants. »

Par-dessus le marché, toujours selon Fesquet, « souvent les ministres du culte ne semblent guère aptes à semer la joie ». A cause du célibat, précise-t-il. « Personne ne gagner à un clergé de vieux garçons mal dans sa peau ».

Selon Fesquet — qui semble bien informé — Dieu serait bien plus marrant qu'il n'en a l'air. « L'Esprit-Saint pourrait porter à la légèreté, à la danse, à la fantaisie. » Ainsi, les feux de l'enfer seraient, en réalité, de joie et d'artifices. Que les noirs corbeaux se changent donc en gais pinsons, les punaises de sacristie en gracieuses bête à Bon Dieu. Transformons les offices en foire du trône pontifical. Bref, que toutes choses et toutes gens revêtent un petit scapulaire de fête...

Et Notre Père qui est facétieux, restez-le. Amen !



Le « parrain » du Vatican

UNE affaire a beaucoup meublé les vacances du lecteur de journaux : il s'agit du « scandale » de la banque Ambrosiano et des implications vaticanes de cette dernière. En résumé, un banquier est retrouvé pendu sous le pont de Londres (très hitchcockien), et l'enquête remonte jusqu'ou : jusqu'au garde du corps (terrestre) de Karol Wojtyla, allié du pape. Monseigneur Marcinkus (1), car c'est de lui qu'il s'agit, peut briguer tous les titres dans la hiérarchie de la secte catholique, sauf celui d'enfant de cœur. Expert en arts martiaux, force de la nature, tireur hors pair, celui-ci est ce que l'on ne peut qu'appeler un curé de choc.

Mais au-delà de l'anecdote, qui même si elle est fort plaisante ne nous surprend pas, une question se pose. Le Vatican a refusé de répondre aux convocations de la « justice » italienne en invoquant le traité de Latran (2) signé avec Mussolini, mais l'Etat italien paye la facture (six cent millions de dollars). Il semblerait donc que l'Eglise puisse tout se permettre sur le marché de la finance, mais avec quel ar-

gent ? Par les quelques trons des quêtes du dimanche !... Alors, regardons encore... Le banquier pendu était aussi trafiquant d'armes, et monseigneur Marcinkus un ami d'un certain Sindonia (qui purge 25 ans de prison aux Etats-Unis pour banqueroute). On se croirait dans un scénario de film de série noire ; mais non, nous parlons de la capitale de l'« Eglise de la vertu » et des petits trafics auxquels cette dernière se livre. Anticléricalisme ? non ! Constata-tion ! Et le scandale, s'il ne nous surprend pas outre mesure, ne semble pas inquiéter plus que cela ce cher Wojtyla qui, bien sûr, a autre chose à faire. Etant infailible, il ne peut faire faillite. De toute façon, les caisses se remplissent plus vite que les ventres des enfants de mère Térésa.

Depuis sa création, l'Eglise chrétienne a toujours accumulé des trésors, par le pillage, le vol, la vente des indulgences, la mendicité. L'idéal de pauvreté, s'il est valable théoriquement pour les pauvres, leur évitant ainsi de convoiter ce que les exploitateurs leur volent, n'est pas valable pour les pairs de l'Eglise. Il suf-

fit pour s'en convaincre de visiter le Vatican. Il y a là plus de richesses au mètre carré que partout ailleurs, et les banques y sont omniprésentes. L'une d'elles ne s'appelle-t-elle pas « Banque du Saint-Esprit ». Si l'esprit est pour quelque chose dans la fortune de l'Eglise, c'est celui des financiers. En Sicile, la Mafia et l'on entend un murmure « Démocratie chrétienne ». A Rome, il y a une Mafia cachée dans le paysage ; il semblerait qu'elle soit dure à trouver.

Je terminerai sur une citation : « Ils sont misérables sans doute tous ces marmotteurs, tous ces faux monnayeurs, quoique tapis au fond de leur recoin ils se tiennent chaud ; mais ils prétendent que Dieu les a élus grâce à leur misère. Ne fouillez-les pas les chiens que l'on aime le plus ? (Nietzsche, *La Généalogie de la morale*, première dissertation).

J.C. BARRETTE
(groupe du Havre)

(1) Né à Chicago, c'est drôle, non ?
(2) Redonnant le statut d'Etat indépendant au Vatican.

LES PETITS COCUS

« J UIN 36 et mai 68 ne se sont pas menés par l'électoralisme, qui est une impasse, mais par la lutte des travailleurs. » Belle assertion, non ? Quel anarchiste a bien pu le rappeler — disons rappeler, car l'antiparlementarisme est aussi ancien, et pour cause, que l'anarchisme ? Vous n'y êtes pas du tout... c'est un des plus représentatifs fleurons du gauchisme qui l'a énoncée, Arlette Laguillier. Celle-ci, porte-charabia de l'une des multiples chapelles de la IV^e Internationale, la toute-trotskiste Lutte ouvrière, a même appelé à la création d'un « nouveau parti de gauche » regroupant les déçus de l'après-10 mai 1981.

Une manie, effectivement, se révèle chez les frustrés de pouvoir, quelle que soit leur appartenance dogmatique, celle d'appeler à des regroupements — sous leurs drapeaux respectifs — de toute nature, contre nature à franc parler, mariages censés faire échec à l'actuel potentat. Giscard lui-même, le jeudi 16 septembre, a exhorté également à la composition d'un « nouveau parti d'opposition ». Mais cela, sans doute, n'a rien à y voir.

Citons encore Huguette Bouchardeau, cheftaine de file du Parti socialiste unifié (sic), qui réitère son soutien — mais « de plus en plus critique » — à l'actuel gouvernement (de l'homme par l'homme, s'entend) social-traitre. Quoique ici, forcé est de constater que Huguette a bien mieux su qu'Arlette et autres démocrates vedettes placer ses billes. Les communiqués du PS « U » sont, en effet, étrangement bien plus présents dans la presse et l'audiovisuel depuis le 10 mai 1981, chacun l'aura pu constater. Ce qui pourrait faire croire que, dans la liste d'attente des prétendants aux miettes de pain restant à distribuer de la part du pouvoir socialiste, il y a une hiérarchie, qui pourrait

se jauger par la hargne inversement proportionnelle à la position sur cette liste. En clair, Huguette serait en tête, et Arlette près de la défaite. C'est un fait.

On ne fait plus la fête, mais la tête...

Face à cette marrade, et toute dérision mise à part (c'est dur), il est de bonne guerre, tout de même, d'évoquer les cris et jappements de cette gauche dite d'extrême qui, bien conventionnellement, agaçait, pareille à moustiques en chaleur, toute instance sociale pour lui faire comprendre combien il était indispensable de « battre la droite » et de voter pour « le candidat ouvrier (sic) le mieux placé ». Ah, charlots, comme alors et plus que de coutume vous nous avez tour à tour amusés et exaspérés !

Il se dégageait de vous à cette époque un acharnement de rouages obstinés à véhiculer la mécanique du dogme, avec, sous-jacents, des intérêts — les miettes du gâteau élyséen dont nous parlions plus haut — que, ni fiers ni scrupuleux, vous escomptiez de la part de ceux dont vous faisiez les chantres. Vous étiez ce 10 mai au soir, place de la Bastille et ailleurs, drapés

dans vos drapeaux siglés, qui beugliez victoire et révolution en marche, avec ce mélange de niaiserie et de tromperie qui vous est « propre ». Souvenons-nous. En ce temps-là les anarchistes, abstentionnistes, refusant le jeu parlementaire, bien sûr, et qui professaient un combat hors des urnes, « faisaient, selon vous, le jeu de la droite »...

Alors, que s'est-il produit ? Bernés, vous l'êtes, naturellement, et même de propos délibéré, serions-nous tenté de dire. Pas un petit sous-ministère, une prise en compte de vos revendications. Pitoyables ! D'avant-garde auto-proclamée (à chacun ses idéals) du prolétariat, c'est à dire petits magouilleurs, vous

voilà trompés à votre tour, cocus et guère magnifiques. Ce n'est pas sans plaisir, pour tout dire, que nous vous voyons vous démolir dans les rets tissés par vous-mêmes.

Un lamento rigolo

Il faut bien dire que les gauchistes, s'ils n'étaient odieux par leurs manigances et calculs politiques, seraient bien ridicules. Et la dignité, bordel ! Tournent si vite, encore, avec si peu de pudeur leur veste, et, après avoir braillé la nécessité de la victoire de la gauche, crier avec plus ou moins de retenue à la trafrise, c'est de l'autocritique lamentable.

Reprendre sans vergogne quelques fondements de l'idéologie

anarchiste, après avoir tant que possible trafiqué les anarchistes dans la boue à un moment où ces idées les dérangeaient particulièrement, c'est — que dire ? — proprement grotesque, petitement joué et grossièrement trompeur. Pensez donc ! De Laguillier à Lalonde en passant par Bouchardeau et autres Krivine, ils vont même miser sur ce cuisant déni de leur crédibilité pour tenter de rallier à eux les suffrages des municipales à venir ! Si, si, ils persistent et signent ! Ah, les beaux jours que nous promet-tent encore ces arrières-gardes obscures de la social-démocratie !

G.C.



LA HIÉRARCHIE DES VOLEURS



C' EST une tradition bien établie : dans les semaines qui précèdent la rentrée, *Le Monde* ouvre ses colonnes aux secrétaires confédéraux pour qu'ils exposent le fruit de leurs méditations esthétiques.

Edmond Maire, lui, se lamente. Si les choses vont mal, c'est tout simplement parce que les masses attendent tout du pouvoir, « les travailleurs et les citoyens restent spectateurs ». Mais qui donc, pendant des années et des années, a affirmé que, en définitive, tout dépendait du résultat des élections, que le bulletin de vote était le moyen de « changer la vie » ?... Glissons... Maintenant que la gauche est aux commandes, pour Maire la seule solution c'est la cogestion, « l'investissement le plus urgent » qui permettrait d'exploiter « un gisement de productivité incomparable ». Un bon filon, pour les capitalistes (privés ou d'Etat), c'est certain. On connaît la musique. Elle est depuis longtemps jouée par Delors, Rocard, le patronat et le syndicalisme chrétiens...

André Bergeron, c'est l'homme tranquille du syndicalisme. Il ne s'énerve que lorsqu'il prend l'histoire à témoin... Pour lui tout est clair et net, les rôles sont bien définis : le gouvernement doit gouverner et le syndicalisme « défend les intérêts particuliers des gouvernés ». Il faut être réaliste : « les difficultés étaient inévitables » et les Français doivent prendre « conscience des limites de la garantie contre tout ».

Bergeron s'agrippe à l'échelle...

Un passage de la déclaration du secrétaire général de FO mérite d'être souligné, c'est celui où il prend, avec une certaine véhémence, la défense de la hiérarchie des salaires. A propos du relèvement des bas salaires il déclare : « Mais — c'est nouveau — on risque d'aller trop loin. Je ne suis pas pour un système égalitariste. Il y a des réactions très vives des cadres moyens, des techniciens, des ouvriers professionnels, qui redoutent une espèce de mise à niveau progressive des salariés du bas de l'échelle par rapport

à ceux qui sont davantage payés. Personne ne veut d'un système de cette sorte. C'est la négation de la hiérarchie des valeurs à laquelle nous restons attachés... Il faut imaginer une hiérarchie qui tienne compte du nécessaire respect de la hiérarchie des valeurs. Or on est en train de mordre le trait. Il ne faut pas aller au-delà. »

Il ne faut pas aller au-delà ! Ce qui veut dire que tout est bien ainsi. Chacun est à sa place, payé à sa juste valeur, le patron dans son fauteuil, l'O.S. à sa chaîne et Bergeron à sa place. D'ailleurs « la grille des salaires établie par les conventions collectives a été négociée. On a donc déjà tenu compte des écarts souhaitables entre une catégorie et une autre ».

C'est parfait ! Ces messieurs — belle bande de compétents — ont mesuré, pesé, jaugé la valeur du travail des uns et des autres, et vous, les manœuvres, vous n'avez plus qu'à vous écraser au pied de votre échelle !

De tels propos permettent de mesurer le fossé, l'abîme, qui sépare le syndicalisme réformiste de l'anarcho-syndicalisme.

La CGC, bien sûr, mais aussi Maire et Krazucki défendent, à quelques nuances près, les mêmes principes.

Bergeron a tenu à répéter ses propos devant les caméras de la télévision. Mais à quelles « valeurs » ce syndicaliste « ouvrier » se réfère-t-il donc sinon à celles qui sont profondément enracinées dans les esprits bourgeois ?

Une exploitation... équitable !

Pour nous, comme pour tous ceux qui se réclament (au moins en paroles...) du socialisme, la société bourgeoise est profondément injuste, incohérente. C'est une jungle. Or, voilà que d'après tous ces « syndicalistes », elle produirait une chose juste, précisément cette fameuse « hiérarchie des valeurs » !...

Il ne faudrait pas oublier, d'abord, que le salariat, dont la disparition est toujours inscrite parmi les finalités du mouvement ouvrier, est la forme concrète de l'exploitation dans le régime capitaliste.

Défendre le système salarial en vigueur revient à dire que les patrons ont une méthode équitable... pour nous exploiter !

Cela étant, sur quoi repose — accessoirement — le système salarial ?

— Sur la loi de l'offre et de la demande (salaires plus élevés quand la main-d'œuvre est rare, ou tels spécialistes plus difficiles à recruter, etc.) ;

— sur la volonté de diviser les travailleurs en multipliant les catégories, en aggravant les inégalités de toutes sortes ;

— sur la nécessité, pour les patrons, de mieux payer quelques bons et loyaux serviteurs qui aident à « extraire la plus-value » ;

— sur une conception bourgeoise du travail qui privilégie le travail intellectuel par rapport au travail manuel.

Sale boulot, petites payes

Le système salarial repose donc sur l'exploitation forcée du plus grand nombre, ceux qui étant les plus nombreux sur le « marché » du travail sont les plus vulnérables, ceux qui font les travaux les plus pénibles, les plus rebutants, les plus dangereux. Et ce sont les moins payés, eux qui forment l'essentiel de l'armée des mutilés du travail, des victimes des maladies professionnelles, eux dont la santé est ruinée par les conditions de vie et de travail. Toutes les statistiques le prouvent : ce sont les ouvriers, les manœuvres, les O.S. qui vivent le moins longtemps.

Non seulement les travailleurs sont victimes de ces injustices, mais leurs enfants en subissent directement les conséquences, souvent pour toute leur vie. Et les O.S. sont presque toujours des enfants d'O.S. L'inégalité engendre l'inégalité. Cela suffit à condamner ce système.

Et puis comment justifier les différences ? Par la valeur de la « force du travail » ? Comment expliquer que quelques années d'études permettent à quelqu'un, pendant toute sa vie — carrière professionnelle et retraite — de gagner 3, 4, 5, 10 fois plus qu'un autre ?

La loi de la jungle

Prétendre que le système actuel est juste revient à affirmer que chacun est à sa place, payé selon ses mérites, que ceux qui sont en haut de l'échelle sont intelligents et courageux et que les autres sont des fainéants ou des incapables... Curieuse conception de la part de syndicalistes « ouvriers » !... Cela revient à dire aussi que les forts, les doués, ceux qui ont la chance d'être favorisés par la nature doivent vivre mieux, beaucoup mieux que les faibles, les moins doués. Telle est l'implacable logique de la « hiérarchie des valeurs », sous toutes ses formes et dans quelque société que ce soit.

En réalité la hiérarchie en question est l'instrument indispensable aux classes dominantes pour maintenir et perpétuer l'exploitation. Elle permet aux possédants et à ceux qui commandent de recevoir infiniment plus

qu'ils ne produisent... quand ils produisent quelque chose ! C'est en fait la hiérarchie des voleurs !

Tout en défendant les intérêts immédiats des travailleurs face au patronat privé ou d'Etat, le syndicalisme révolutionnaire ne peut, lui, perdre de vue ses objectifs finaux. Nous voulons transformer la société en un monde fraternel, débarrassé de l'exploitation, de l'injustice où cha-

acun travaillera selon ses possibilités, ses aptitudes — et il y aura alors bien d'autres motivations que l'appât du gain — et où il recevra, autant que possible, en fonction de ses besoins. Ces objectifs doivent s'inscrire en filigrane dans chaque action revendicative. Il ne peut donc être question de défendre un quelconque système hiérarchique...

S. BASSON

Usinor-Dunkerque : réintégration de Flatischler

C' ÉTAIT la fin des années 70, le recentrage s'amorçait à la CFDT et les gèneurs de tous poils étaient soit mis au pas, soit exclus tout simplement de la confédération ex-catholique.

La section CFDT d'Usinor-Dunkerque était de ceux-là, solidement implantée dans l'usine (surtout dans l'aciérie) ; elle basait son intervention et sa propagande sur les intérêts seuls des travailleurs. D'où « certains heurts » avec les instances de la métallurgie CFDT qui s'accommodait assez bien des plans de restructuration patronaux de la sidérurgie française. Après une campagne calomnieuse visant à discréditer entre autres le trésorier de la section syndicale, la quasi-totalité des militants CFDT d'Usinor-Dunkerque fut exclue de la CFDT.

Après un bref passage à la CGT, la section de la centrale de Henri Krazucki ne réussissant pas à digérer ces insubordonnés chroniques fit tout pour qu'ils s'en aillent. Et cela fait maintenant un peu plus de deux ans qu'existe le Syndicat de lutte des travailleurs, une organisation qui ne considère pas que la voie vers le socialisme passe par le Parlement !

Les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont pas réunies à Usinor-Dunkerque, et le représentant du SLT au CHS-Acier, Frantz Flatischler ne s'est jamais privé de le dire. Et c'est le 4 juin dernier qu'arrive l'accident : une projection d'acier en fusion d'environ une tonne... et deux ouvriers trouvent la mort et quatre sont grièvement blessés. Le SLT se constitue partie civile (F. Flatischler a été témoin de l'accident) et attaque nommément les directeurs de l'usine et de l'aciérie. Il avait d'ailleurs déjà dénoncé dès août 81 les modifications apportées aux podiums de coulées continues de l'aciérie où s'est produit l'accident.

Le SLT, participant aux travaux de l'enquête menée par le juge d'instruction, constituant un dossier sur l'affaire, devient plus que gênant pour la direction. C'est pourquoi le 15 juin au matin, après une distribution de tracts, l'accès de l'usine est interdit à Flatischler. Une procédure de licenciement est ouverte contre lui. Après une grève de la faim qui dura quatorze jours, l'inspection du travail refuse le licenciement. La direction engage immédiatement un recours contre la décision de l'inspecteur du travail et, tout en payant F. Flatischler, continue à lui interdire l'accès de l'usine. La représentation syndicale du SLT au Comité d'hygiène et de sécurité est contestée au tribunal de grande instance.

Dans l'entreprise, la CGT et la CFDT semblent, par leur quasi-mutisme, se réjouir de l'affaire ; la centrale de la rue Montholon aurait même fait savoir qu'« elle appuie la demande de la direction ».

Mardi 14 septembre, le siège d'Usinor à la Défense a été occupé par le Comité de soutien de Paris à Frantz Flatischler, d'autres actions sont envisagées... Le combat est d'importance : c'est l'existence juridique de structures syndicales qui s'opposent à l'intégration du syndicalisme à l'Etat qui est en jeu. Demain dira si à Usinor-Dunkerque il n'y a de la place que pour une CGT gouvernementale et une CFDT recentrée, courbées devant un patronat nationalisé. De toute façon, l'espoir est ailleurs !

Fernand BERNARD



La rentrée syndicale chaque année à pareille époque est un événement attendu et largement commenté. Pourtant, plus que jamais, ce mois de septembre 82 est marqué du sceau de la morosité, de l'indifférence dans la soumission à la raison du pouvoir. Ce que les organisations syndicales n'admettaient pas d'un gouvernement de droite serait accepté d'un gouvernement de gauche ! Nous le savions dès l'avènement du 10 mai 81, et la rentrée qui suivit donna le ton. Cependant, les mesures prises aux mois de juin, juillet et août laissent à penser qu'il y aurait quelques comptes à régler en septembre, quelques montres à remettre à l'heure. Les déclarations des Delors-Bérégovoy, le blocage des salaires, les mesures prises en faveur des patrons et le dernier « Club de la presse » de Mauroy auraient mérité une réponse nette et précise. Tendu par la droite, épilé par la gauche, que restera-t-il du pouvoir d'achat, revendication majeure des salariés et des syndicats ?

Face à la situation actuelle et à la promesse des dix-huit mois d'austérité à venir, les travailleurs renâclent dans les entreprises, pourtant l'heure n'est pas à la lutte. Les confédérations composent, patientent, freinent tout en essayant de garder leurs forces militantes intactes pour la joute électorale interconfédérale des prud'hommes au mois de décembre. La grande difficulté des discours de rentrée est là ; mobiliser, mais pas sur les problèmes immédiats, concrets et ressentis par tous, car cela risquerait de déboucher sur des luttes qui viendraient gêner l'action du gouvernement et les résultats économiques que le patronat semble bien vouloir lui concéder. Talbot-Poissey ne change rien à l'affaire et paraît plus être mené comme une opération de prestige, isolée, dont la CGT a le secret, et qui ne touche pas les orientations économiques du gouvernement ; ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas, là-bas, des problèmes urgents et réels à régler.

Pour ce qui est de la justification de l'attitude de leur centrale, on peut faire confiance aux leaders syndicaux qui en ont vu d'autres.

Krazucki, avec sa lourdeur habituelle, a fait tout en finesse dans l'ambiguïté, comme un discours de politicien. Rassurez-vous, il en a plus dit qu'un Giscard ou qu'un Barre, mais il a trouvé des formules qui méritent d'être relevées. Parlant de la situation économique du pays et de l'action du gouvernement : « L'essentiel tourne autour de la question des moyens que l'on se donne et d'où on les prend... ». « Ou bien la charge est imputée aux travailleurs et l'on sait ce que cela donne, ou bien on fait autrement qu'avant, autrement qu'ailleurs pour obtenir autre chose et donc faire mieux et avancer. C'est tout le sens de l'action de la CGT. » Comprenez qui pourra ! Et puis, le porte-parole du PCF à la CGT a parfois été drôle et méchant avec ses camarades socialistes, leur faisant porter des responsabilités qu'ils ne peuvent récuser : « Nous pouvons même comprendre qu'on parle parfois de déception. Mais là, nous sommes obligés de faire remarquer, sans fâcher personne, fidèles au langage de vérité que nous sommes décidés à tenir en toutes circonstances, qu'on est déçu surtout quand on a des illusions. »

LA RENTRÉE SYNDICALE



C'ÉTAIT il y a quelque temps, peu de mois après la révolution russe de 1917. Au II^e congrès de l'Internationale communiste participaient deux délégués de la CGT, Lepetit et Vergeat. Ils étaient anarcho-syndicalistes et étaient venus en Russie pour voir ce qu'il en était réellement du socialisme sous la houlette de Lénine. Ils avaient même emmené avec eux un interprète russe pour qu'on ne leur fasse pas prendre des vessies pour des lanternes.

Comme vous pouvez l'imaginer, le bilan n'était pas du tout « globalement positif ». Les délégués de la CNT espagnole, on les écoutait plus que poliment car ils représentaient un énorme bloc révolutionnaire dont il fallait tenir compte, et qu'on ne pouvait pas encore changer...

Dans la CGT de ce temps-là, rien n'était encore joué. La révolution d'Octobre était encore auréolée de l'image des vrais soviets (1), mot d'ordre libertaire lancé politiquement par Lénine et les bolchéviks. Un avis défavorable sur le déroulement de la révolution en Russie aurait influencé le développement des influences dans la CGT (le PC n'existait pas encore). Il importait donc que ces délégués « obtus » ne reviennent pas en France pour donner une opinion contraire aux vœux « pré-stalinien ». Ce fut un nommé Zinoviev, responsable de la police bolchévique, qui s'occupa de la détourner vers la Baltique, com-

me si c'était le chemin le plus court pour aller à Paris !

La vérité se saura-t-elle un jour ? De toute façon, le résultat est connu : Lepetit, Vergeat et Lefebvre (2) sont morts noyés « quelque part dans le nord ».

Dans ces temps où, dans le mouvement ouvrier français, tout le monde était ébloui par la révolution russe, l'absence de fausses notes dans le concert des louanges a été déterminant.

Pourquoi mentionner le rôle tchékiste de Zinoviev ? Simple-ment parce que, loin de devenir (comme il semblait l'amorcer dans ses actes) un sbire de Staline, il se rallia dans l'opposition au côté de Trotsky (3).

Et (revenons à aujourd'hui) nous avons à compter dans différentes oppositions syndicales, avec des « camarades » qui, à différents niveaux, se réclament du trotskysme. Ils se disent en opposition avec les directions des confédérations syndicales réformistes et dans la pratique nous proposent des actions communes. Il faut donc en tenir compte tout en respectant nos positions. Les ignorer serait se voiler la face, car en s'écartant des positions majoritaires, ils rassemblent les mécontents et les anarcho-syndicalistes ne sauraient être étrangers à un mouvement d'opposition syndicaliste.

Mais — posons les vraies questions — quel est le but ? Quand on pousse jusqu'au bout les propositions des trotskystes, le problème syndical (que ce soit à la CGT, à la CFDT, à FO ou à la FEN) est très simple : la

Faut le faire ! On croit rêver. A peine plus d'un an après, on voudrait nous faire oublier le débâchage des électeurs autour de l'illusion du changement. Mais l'important du discours tourne bien sûr autour du blocage des salaires et de la perte du pouvoir d'achat qui en résultera. S'il faut relever les mises en garde au gouvernement, c'est bien le moins qu'il puisse faire, on notera en revanche l'insistance avec laquelle Krazucki appelle les cégétistes à participer à l'élaboration de la politique gouvernementale : « Passant à l'offensive, nous disons : voyons de près ce qui alourdit vraiment les coûts... Les travailleurs, ouvriers, employés, techniciens et cadres ne manquent pas d'idées et peuvent être associés à ces recherches. D'un même mouvement, nous défendons les salaires, les conditions de travail, les garanties sociales, et nous améliorerons réellement la compétitivité des produits, donc l'activité des entreprises et l'emploi. C'est un terrain nouveau de l'action syndicale. Il est normal que la CGT soit la première à s'y engager. Il faut apprendre à le faire bien et largement, nous entreprenons d'y aider nos organisations. » Gageons que la quinzaine d'action CGT, du 3 au 25 septembre, sera orientée fortement vers la sensibilisation aux problèmes économiques et à leur prise en charge par les travailleurs. Les cadres CGT également y vont de leur couplet : « Ce qui est à l'ordre du jour dans notre pays, c'est d'impulser une véritable renaissance industrielle, économique, appuyée par les travailleurs et par le développement des sciences, des technologies et de la démocratie. » Ceci associé aux déclarations du PC, on peut dire qu'on n'est plus loin du fameux « Retrouvons nos manches ».

Côté CFDT, on reste très discret, mais pas moins efficace dans la participation à l'action gouvernementale et à l'intégration du syndicalisme dans l'appareil d'Etat. Il faut dire qu'ils sont bien introduits et que, dès le départ, ils ont donné le ton en mettant l'accent sur la solidarité, la qualité de la vie, les rapports dans l'entreprise, plutôt que sur le maintien du pouvoir d'achat. On pouvait également attendre pour cette rentrée le « front du refus » CGC-FO-CFTC, mais la manifestation commune envisagée semble avortée.

Bergeron, à la Mutualité, dans son discours du 16 septembre, n'y a pas fait allusion. Il a réaffirmé des positions traditionnelles rassurantes pour le syndicalisme vis-à-vis de son indépendance de l'Etat et des partis, mais complètement à côté de la plaque lorsqu'après avoir constaté que les pertes du pouvoir d'achat se situent de 5 à 10% au 31 octobre selon les branches, il réclame la concertation. La concertation pour quoi ? Pour partager la pénurie ? Bergeron dit lui-même qu'« il faut qu'il y ait un minimum de grain à moudre ». Alors !

Le syndicalisme à l'image de la société en crise est en mutation. Qu'il s'agisse de la CGT, de la CFDT, de la FEN ou de la CGTFO, pour des raisons d'alliance avec les partis au pouvoir, de visées idéologiques étrangères à la lutte de classes, ou de conservatisme, les syndicats ont beaucoup de difficultés à répondre à l'attente des travailleurs dans la situation actuelle.

Groupe Malatesta

Au sujet des oppositions syndicales

direction est mauvaise, et pourquoi ? parce qu'elle donne de mauvais mots d'ordre ! Ce qui signifierait en clair : si nous (LCR, PCI, LO, AMR, PSU, etc.) on était aux rênes, ça serait drôlement bien car vous auriez une direction politique claire et tous les problèmes seraient résolus. Une vraie opération du saint-esprit, pourrait-on dire, si on ne voulait pas faire de l'anticléricalisme primaire... Ce qui fait que dans l'opposition syndicaliste aux directions actuelles des syndicats réformistes, les trotskystes (and Co) se placent plus en remplaçants qu'en renouveaux. Le changement des structures, des règlements intérieurs (4) ne sont pas, pour eux, les objectifs premiers ; ce qui compte, c'est prendre le pouvoir, si petit soit-il, pour être au « volant » de la structure.

Nous, anarcho-syndicalistes, nous voulons que les syndicats de base aient leur mot à dire, qu'ils ne soient pas de simples pionniers sur un échiquier politique. Que les structures de base, les structures interprofessionnelles (unions locales, unions régionales)

aient une réelle autonomie, que tout ne dépende pas d'un « truc » supérieur qui a la science infuse et légifère à tout vent. Ce qui fait que dans les buts, les opinions des trotskystes et des anarcho-syndicalistes diffèrent.

Dont acte.

Et eux, que pensent-ils de nous ? Les opinions diffèrent suivant les différentes organisations trotskystes et les rapports de forces... De « partie intégrante du mouvement ouvrier » à « résidu anarcho-syndicaliste », leur dénominateur commun réside en leur réprobation unanime lorsqu'ils apprennent que nous sommes organisés, c'est-à-dire adhérents à la Fédération anarchiste. Pour eux, la tradition anarcho-syndicaliste, c'est d'être inorganisés et donc de servir de troupes aux « organisés oppositionnels sérieux » (lisez les trotskystes...). Ils peuvent aller chez Plumeau. Eux veulent déborder pour remplacer les directions actuelles, les anarcho-syndicalistes veulent autre chose ! Nous avons nous aussi une stratégie sociale, qui se recoupe peut-être parfois avec leur stratégie politique, mais qui a ses propres objectifs.

A la base, nous pouvons faire des actions communes avec toutes les composantes du mouvement ouvrier, mais sur la base des intérêts objectifs des travailleurs

et non pour privilégier la ligne d'un parti ou d'un autre. Il y a même des occasions où dans ce sens les communistes sont meilleurs syndicalistes que certains gauchistes !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » La vieille devise de la Première Internationale est plus que jamais à l'ordre du jour. Nous, militants anarcho-syndicalistes, sommes dans ce combat avec tous ceux qui le partagent. Mais aussi contre ceux qui veulent instaurer un pouvoir qui se retournera fatalement contre les travailleurs.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) Qui allait bientôt être vidés de leur sens, comme (déjà...) les syndicats naissants. Les anarcho-syndicalistes russes préconisaient (1920) le combat militant dans les comités d'usines qui étaient encore véritablement d'expression ouvrière.

(2) Lepetit et Vergeat étaient des anarcho-syndicalistes de la CGT. Lefebvre était socialiste et influencé par Lénine. Mais un doute était en lui, et cela a suffi...

(3) Kronstadt (1921) n'est donc pas le premier déchirement entre libertaires et bolchéviks. L'opposition trotskyste date de 1926. Rappelons aussi que le cher Léon voulait militariser les syndicats. Tout un programme !

(4) Non-cumul entre mandat syndical et politique, autonomie des structures locales, rôle des syndicats vis-à-vis des partis, décisions des directions syndicales ratifiées en assemblée générale, etc. Pour ce qui est de la « grande » revendication des trotskystes, le droit de tendance (comme à la FEN), nous pensons que cela s'apparente à du sous-parlementarisme. Ayez pitié du pauvre syndiqué n'appartenant à aucune tendance.

Quelques aspects des relations possibles entre les anarchistes et la biologie

La biologie face aux interrogations de l'homme et à l'organisation sociale.

Il est un autre aspect de la recherche biologique que nous devons évoquer, c'est celui qui touche le domaine de la culture avec diverses théories concernant nos origines, mais aussi d'une manière générale à l'espèce humaine tant au niveau individuel qu'au niveau collectif (aspect social). Bien sûr, cet aspect intéresse plus directement les anarchistes car il rejoint sur certains points l'objet de nos réflexions ; aussi les travaux dans ce domaine ne peuvent que nous aider à avoir une approche plus facile et plus précise de certains problèmes afférents aux relations humaines ainsi qu'à l'organisation en société. De plus, entrant dans ce cadre, il y a aussi toutes les conséquences dues à l'utilisation de plus en plus généralisée des résultats et des découvertes de la biologie pour asseoir ou renforcer divers points de vue sociaux et plus précisément diverses idéologies réactionnaires.

A l'aide de quelques exemples, nous allons essayer de donner une idée de cet aspect « politique » de la biologie.

a) **La théorie de l'évolution** : Il est difficile de ne pas commencer par la fameuse théorie de Darwin (1) dont l'importance philosophique (et politique) est indéniable. Elle a agi sur plusieurs plans. D'abord elle apporta une argumentation de poids pour la démythification des philosophies religieuses (entre autres chrétienne). Elle remit en cause les fondements religieux d'une certaine organisation sociale (2). En fait, un nouvel ordre social était en train de se mettre en place (c'est l'époque de la révolution industrielle et du « capitalisme sauvage ») et l'ancienne justification religieuse perdait de son importance, aussi fallait-il introduire une nouvelle argumentation : elle fut du domaine de la science et plus particulièrement des sciences de la nature. Darwin et sa théorie arrivèrent à point pour prendre le relais du vieux créationnisme (3). En réalité, ce fut plus précisément le « darwinisme social », avec sa sélectivité par la compétition (entre autres), qui joua le rôle de pilier scientifique du capitalisme naissant. Et paradoxalement, en même temps que les tenants du capitalisme louaient ce darwinisme dans lequel ils voyaient un argument de poids en faveur de leur nouveau système d'exploitation, Marx se penchait sur cette nouvelle théorie et se trouvait séduit par le schéma évolutif qui semblait correspondre à un point fort de sa théorie : on voyait alors la « lutte pour la vie » rejoindre la lutte des classes ! Tout n'est pas aussi simple, la formulation première de la théorie de l'évolution pouvait permettre toute sorte d'interprétations au gré des idées des divers vulgarisateurs. Le darwinisme social ne fut qu'une interprétation parmi de nombreuses autres : elle fut favorisée car elle correspondait à l'ordre social établi. Mais d'autres interprétations virent le jour, telle celle de Kropotkine qui envisageait la coopération (entraide) comme facteur déterminant de l'évolution. En fait, il est très difficile d'user de cette théorie pour expliquer ou justifier des systèmes sociaux particuliers ; ceux qui l'ont fait par le jeu d'extrapolations exagérées ou truquées ne faisaient que suivre leur propre choix idéologique (4).

b) **Idéologies réactionnaires et biologie** : Un autre aspect de l'engagement de la biologie (souvent à ses dépens), dans ce domaine, est celui qui est lié à l'utilisation de nombreux résultats de la recherche en génétique. On peut dire que cet emploi abusif et malhonnête est exclusivement (à quelques exceptions près) le fait d'idéologues de droite ou d'extrême droite. Ceux-ci, au sein de ce que l'on a appelé « la nouvelle droite » crurent qu'en utilisant faussement les conceptions scientifiques et des données récentes de la génétique, ils pouvaient réactualiser et moderniser leurs idées qui étaient tombées un peu en désuétude. Il faut dire que sur le plan de la publicité, ils réussirent en partie : qui n'a pas entendu parler de la « nouvelle droite » et de son « biologie » ? En fait, peu de nouveautés, seulement d'anciens concepts remis à la mode du jour à l'aide d'un vernis pas très brillant (et pas très difficile à enlever) emprunté de façon bien étrange à la biologie. Dans leurs principaux termes on trouve :

— **Le racisme** : celui-ci, avec tous les prolongements idéologiques classiques y afférant, réapparut. Sous couvert de génétique, on a voulu en faire un concept scientifique inattaquable. C'est étonnant car à l'heure

actuelle, il est bien difficile de trouver un biologiste qui utilise encore ce terme ou qui lui attache une quelconque importance. En réalité, les biologistes ont abandonné ce concept car ils se sont aperçus qu'il ne correspondait en rien à la réalité biologique des êtres vivants (et particulièrement des êtres humains) : il paraît très difficile d'en trouver une définition, et en essayant on risque de donner facilement une vision erronée de la réalité.

— **L'élitisme** : Il sert de point de départ à l'élaboration d'un système social autoritaire justifiant toutes les inégalités et injustices sociales. Cet élitisme fut abordé par l'intermédiaire du problème des QI (5) et de l'hérité de l'intelligence (et aussi plus généralement de l'inégalité de l'homme). En considérant l'intelligence comme étant un facteur quantifiable et déterminé par la majeure partie génétiquement (6), il était plus aisé de trouver des justifications à une idéologie élitiste et de considérer les inégalités sociales comme n'étant que de simples conséquences de notre nature génétique contre laquelle il n'est pas « naturel » d'aller ! Là encore, la biologie n'a pas l'air d'aller exactement dans le sens voulu par nos « nouveaux idéologues » ; non seulement le concept d'intelligence n'a jamais pu être



Albert Jacquard

défini, mais on n'a jamais trouvé de bases solides à une quelconque hérédité de l'intelligence. Contrairement à bon nombre de penseurs de gauche (7), les libertaires n'ont que faire de cet aspect du problème car de quelconques « inégalités biologiques » ne sauraient en aucun cas justifier des « inégalités sociales ». Bien au contraire, on pourrait penser que la progression de l'évolution humaine irait dans le sens d'un contrebalancement des « inégalités biologiques » (dans le cas où l'on démontrerait leur existence) à l'aide d'une véritable égalité sociale.

— **La primauté de l'inné sur l'acquis** : Cela correspond à la prééminence de la nature génétique de l'homme sur l'influence du milieu, c'est-à-dire que la vie de l'homme est essentiellement conditionnée par sa nature génétique et que le système social (milieu) dans lequel il vit n'a que peu d'influence ! Une telle hypothèse est utilisée au niveau individuel comme par exemple pour la criminalité : les criminels le seraient par nature, la société ne serait pas responsable et, de plus, elle ne pourrait rien faire pour eux sinon s'en protéger en les enfermant. On se souvient des recherches quelque peu faussées sur le fameux « chromosome du crime » ! Mais on retrouve cette hypothèse au niveau collectif : le système social inégalitaire (en vigueur à peu près partout dans le monde) ne serait principalement que le reflet de notre nature. Il serait aberrant de vouloir le changer fondamentalement ! On voit où tout cela peut mener : toute contestation est non seulement inutile mais « contre nature » et ceux qui passent outre (les anarchistes, par exemple) doivent être considérés plus comme des « malades » que comme des ennemis (8). En fait, cette hypothèse semble assez éloignée de ce que peut nous apprendre la biologie. Aucun travail récent n'ignore l'importance du milieu.

Il faut noter que parmi les thèmes de la droite, certains se trouvent liés à une nouvelle théorie venue d'outre-atlantique : la sociobiologie. D'ailleurs, celle-ci fut vulgarisée en France, en particulier par la nouvelle droite, avec Yves Christen (9). Cette théorie est basée

sur deux points : la nature génétique de tous nos comportements et la tendance de l'homme à la diffusion de ses gènes (10).

Conclusion :

Comme on a pu le voir, la biologie est utilisée dans des discussions bien éloignées de son unique cadre scientifique : de plus en plus elle se retrouve au cœur de débats idéologiques. Pendant longtemps peu de biologistes prirent part à ces débats souvent confus dont il était alors bien difficile de dégager les assertions scientifiques exactes. Mêlé à nombre d'affirmations fausses, le discours biologique perdait beaucoup de sa crédibilité ; aussi peut-être les biologistes pensaient-ils qu'il valait mieux qu'ils se tiennent en dehors de ces discussions peu sérieuses et manipulées. Or, depuis quelques années, des biologistes (11) n'ont plus hésité à entrer dans le débat afin de rétablir quelques vérités bien déformées. En restituant avec précision certaines théories de la biologie, ils en délimitèrent les extrapolations possibles à nos préoccupations sociales.

Et les anarchistes au milieu de tout cela ? Il semble que l'intérêt qu'ils doivent apporter à la biologie ne soit pas négligeable. L'étude de cette science doit pouvoir nous permettre :

- de prendre part au débat politique actuel (dans la biologie) en utilisant nos idées libertaires ;
- d'affiner notre idéologie au contact des récentes découvertes pratiques et théoriques ;
- de mieux connaître et comprendre l'être humain et ses comportements afin de concevoir une mise en place possible correcte d'une société libertaire ;
- de ne pas négliger les aspects pratiques de la biologie dans la vie quotidienne et dans les luttes que nous menons.

Alors, comme certains l'ont déjà fait, pourrions-nous utiliser « la biologie comme arme sociale » (12) ? Pour cela, il faudrait avoir une vision nette et précise de ce que la biologie peut apporter à la philosophie libertaire. Cette vision pourrait peut-être s'acquiescer peu à peu par l'intermédiaire de travaux effectués par des groupes de réflexion composés de compagnons travaillant au contact de la recherche en biologie ou tout simplement connaissant à titre personnel cette science.

Beaucoup de points abordés dans les paragraphes ci-dessus mériteraient chacun un article afin de pouvoir développer et analyser certains de leurs aspects spécifiques. En fait, le but de ce petit texte n'était que de donner un simple aperçu général (mais limité cependant) de certaines parties de la biologie pouvant intéresser à divers titres les anarchistes. Pour en connaître plus long sur le sujet, on peut se rapporter à quelques publications (13).

F. LAVEIX

(1) En fait, Darwin n'a pas été le seul à l'origine de cette théorie. A la même époque Wallace formulait une théorie identique.

(2) On se trouve en face d'une simple substitution : les fondements religieux furent remplacés par des fondements scientifiques (biologiques).

(3) Aux Etats-Unis, le créationnisme reste bien vivant. Aujourd'hui des associations créationnistes réclament l'étude de la Bible (théorie de la Genèse) dans les écoles ainsi que la publication (en nombre égal avec les publications concernant l'évolutionnisme) de livres. Reagan lui-même prit position pour le créationnisme lors de la dernière campagne présidentielle.

(4) On pourrait évoquer le cas particulier de Lyssenko : il voulut plier la réalité biologique à son idéologie rigide (stalinienne) : on sait comment cela se termina.

(5) Le Quotient Intellectuel : âge mental × âge réel × 100.

(6) Par conséquent transmissible suivant les lois de la génétique.

(7) Les intellectuels de gauche s'opposent uniquement à la droite sur la non-existence de l'hérédité de l'intelligence et sur l'inutilité des tests du QI. Quelle position auront-ils si un jour on trouve une réelle existence scientifique à ces deux concepts ? (Ce qui est à peu près improbable).

(8) Dans certains manuels de psychanalyse, on peut trouver des descriptions de malades atteints de « délire revendicatif » ou de « persécutations imaginaires », ceci à propos de personnes ayant participé à de vives luttes sociales.

(9) Yves Christen a introduit la sociobiologie par un livre : L'heure de la sociobiologie (Albin Michel, 1979).

(10) Nous en parlerons plus longuement dans un article uniquement consacré à la sociobiologie.

(11) On peut citer Jacob, Ruffié, Jacquard...

(12) C'est le titre d'une publication (Biology as a social weapon) du groupe américain Science for the people. Il n'existe pas en France d'équivalent de ce groupe de scientifiques.

(13) On peut lire par exemple : Eloge de la différence ou Au péril de la science, par Albert Jacquard, aux éditions du Seuil ; De la biologie à la culture (Flammarion) ou Traité du vivant, par Jacques Ruffié ; L'agressivité détournée (10/18) ou La Nouvelle Grille (Robert Laffont), par Henri Laborit.

=====
souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.
 =====

MAIS QUI SONT CES PALES TINIENS



A U Proche-Orient, sur cette terre gorgée de sang, les hommes continuent de se massacrer. Après l'assassinat de Bechir Gemayel, le Liban va de nouveau connaître des convulsions qui vont ensanglanter tous les groupes humains qui n'arrivent toujours pas à trouver un modus vivendi. Parmi eux, se trouvent ceux que l'on appelle les Palestiniens — et qui constituent l'ethnie la plus défavorisée. Ils servent à toutes les propagandes, encensés par les uns et honnis par les autres, mais méconnus de la plupart.

Tout d'abord, combien sont-ils ? Dans ce domaine, il faut être prudent, car les chiffres connus sont approximatifs. Lors de la première guerre arabo-israélienne de 1948, on estime à six cent mille le nombre de personnes qui quittèrent le sol de ce qui allait devenir le « petit » Israël. Par une de ces ironies dont l'histoire est friande, un

nombre identique de réfugiés juifs durent quitter les pays arabes pendant la période 1948-1957 (trente mille d'Égypte, cent quarante mille d'Irak, trois cent mille du Maroc, quarante-cinq mille du Yémen, quarante mille de Tunisie, trente-sept mille de Lybie, quinze mille d'Algérie, sept mille de Syrie et trois mille du Liban). A la suite des autres guerres israélo-arabes (1967, 1973), les mouvements de population vont s'amplifier, contre la volonté évidemment de ceux qui en sont les victimes, et la situation actuelle est la suivante. En Israël même, quatre cent mille Arabes possèdent la citoyenneté israélienne et jouissent de tous les droits de citoyen, sauf celui de faire le service militaire ! Ils sont représentés à la Knesseth par le Parti communiste RAKAH. Dans les territoires occupés depuis 1967 vivent huit cent mille Arabes, et dans le Diaspora près de deux millions, dont une grande

partie au Liban et en Jordanie (dans ce dernier pays, en dépit de la féroce répression du septembre noir de 1969, les Palestiniens représentent 60% de la population).

Après avoir répondu à la question « combien sont-ils ? », essayons de répondre à la question « qui sont-ils ? ».

Jusqu'en 1948, l'immense majorité de la population arabe de l'ancienne Palestine était composée de paysans pauvres vivant sur d'immenses domaines dont les propriétaires pratiquaient « l'absentéisme » systématique, c'est-à-dire qu'ils géraient leurs biens depuis Beyrouth (déjà !...), Zurich ou Monte-Carlo. On retrouve nombre de similitudes entre la composition socio-économique de ces populations et celle de nombreux pays soumis au caciquisme, comme l'Espagne et l'Amérique du Sud.

Cette société, à dominante paysanne, patriarcale, reli-

gieuse, a littéralement éclaté sous les coups des événements, et si beaucoup ont conservé leurs activités traditionnelles, un grand nombre sont devenus soit des assistés à vie (camps de réfugiés), soit des citadins, des intellectuels, des ouvriers hautement qualifiés, etc. Dans certains pays, comme le Koweït, ils représentent un nombre important de la structure technologique de sociétés en développement très accéléré.

Cet affrontement avec des événements dramatiques a incontestablement contribué à conférer à l'identité palestino-arabe un dynamisme, une originalité et une vitalité indéniables. L'Etat d'Israël ne pourra nier éternellement ces caractéristiques et refuser de dialoguer avec des hommes et des femmes déterminés. Simultanément, on peut espérer et souhaiter que ce dynamisme conduise cette ethnie à se poser des questions sur

elle-même et particulièrement remettre en cause certaines « valeurs » dont l'évocation fait froid dans le dos. Je citerai en particulier le message de Yasser Arafat lors de son départ de Beyrouth, discours au cours duquel il fait allusion à la foi, à la terre sacrée et à la pureté de la race.

Après avoir épuisé la pseudo-efficacité des notions telles que : traditions, théocratie, fanatisme religieux, nationalisme, racisme, etc., il nous paraît fondamental que ces différents groupes humains s'appuient sur les concepts d'entraide, de solidarité et de compréhension mutuelle. En dépit des apparences, dans son évolution accélérée qui est la sienne, la société palestinienne nous paraît capable de secréter de tels concepts et de les mettre en application.

Yves PEYRAUT

P ENDANT longtemps, depuis toujours même, l'Etat d'Israël a bénéficié au niveau de ses rapports avec ses voisins arabes et la résistance palestinienne, d'une cote d'amour certaine dans l'opinion publique internationale. Israël, c'est avant tout le « pays » qui regrouperait les survivants du génocide de la Seconde Guerre mondiale. Certes, l'Etat hébreu, en s'engluant dans le sionisme, refoulait sérieusement du goulot, mais... Mais que pouvait-on dire aux rescapés d'Auschwitz dont le droit à l'existence était nié par l'écrasante majorité des pays arabes ? Et puis c'était un peu le combat de David contre Goliath. Une poignée de juifs face aux multitudes islamiques. Toujours prêtes à déferler sur Israël. Un face à face pathétique, quasiment, qui permettait de justifier, entre autres, des guerres préventives.

Bref jusqu'à il y a peu, dans l'opinion publique, il y avait d'un côté les bons, les rescapés des camps de la mort, et de l'autre les méchants, c'est-à-dire les Etats arabes et l'OLP qui proclamaient ouvertement leur volonté de détruire l'Etat sioniste.

Et puis il y a eu l'invasion du Liban de cet été. Une guerre « préventive » présentée comme à l'accoutumée. En terme de « c'est ça ou l'insécurité permanente ». Et militairement parlant, ce fut un succès incontestable pour l'armée israélienne. D'une part les Etats arabes s'avèrent incapables d'opposer une réaction

militaire quelconque à l'avancée des troupes de Sharon et Begin, et d'autre part, malgré une résistance opiniâtre dans Beyrouth ouest, l'OLP dut évacuer le terrain fin août pour éviter l'extermination.

A première vue, tout allait donc pour le mieux pour Israël. Un front du refus laminé par ses contradictions internes. Une résistance palestinienne à genoux

mer le doute dans les esprits. On y voyait notamment une armée israélienne « impériale », écrasante de supériorité militaire, s'attaquer à une poignée de résistants palestiniens en haillons, armés de bric et de broc et la disproportion des forces en présence sautait aux yeux. La menace, de toute évidence, ne pouvait pas « sérieusement » venir des troupes de l'OLP. Et puis

d'Israël.

Dans ces conditions, l'argumentation sous-tendant les guerres « préventives », l'annexion de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du Golan s'effondrait d'elle-même. La paix devenait vraiment possible au Proche-Orient pour peu qu'Israël le souhaite véritablement. Et à ce propos, le doute s'est instauré dans la conscience des supporters et

sont en passe d'évoluer sensiblement en ce sens.

En un mot comme en cent, le sionisme est en train de faire l'expérience d'une solitude de plus en plus grande sur la scène internationale. C'est lui qui est devenu le méchant. Terminée l'époque où il pouvait jouer à fond sur la mauvaise conscience issue de l'holocauste. Les voyageurs sans bagages des trains plombés, aujourd'hui, ce sont les résistants palestiniens.

Bref, alors que militairement Israël n'a jamais été aussi fort, politiquement il n'a jamais été aussi faible. Et cela, le sionisme ne pourra pas s'en remettre. Plus le temps passe, plus ses jours seront comptés. Et la fuite en avant ne résoudra rien. On ne regarde pas l'avenir dans un rétroviseur.

Bien évidemment, cette victoire morale et politique de l'OLP ne résoud nullement le problème quant au fond. Même si à terme l'OLP réussit à s'installer dans les meubles d'un Etat et même si l'Etat sioniste évacue les territoires occupés, l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme continueront de sévir aussi bien en Israël que dans le futur Etat palestinien. Mais il s'agit là d'un autre problème. Le nôtre. Car c'est à nous, anarchistes, de nous battre pour que les luttes de libération nationale s'engrènent au rythme du fédéralisme, de l'égalité économique et sociale, et de la liberté. Et là, on n'est pas sorti de l'auberge !

Jean-Marc RAYNAUD



De la victoire militaire...

... à la défaite politique

et contrainte à un exil lointain. Un traité de pays avec l'Égypte qui tenait toujours la route. Tout semblait sourire à Begin. Mais...

A l'occasion de cette guerre du Liban, en apparence si semblable à d'autres qui l'avaient précédée, une mutation s'est opérée dans l'inconscient de l'opinion publique. Les chaînes de télévision du monde entier, en effet, ont déversé sur les petits écrans des images qui commencèrent à se-

les choses se précisèrent encore un peu plus quand on vit les bombes de l'aviation israélienne réduire en cendre la ville de Beyrouth, tuant pour l'essentiel des civils. Là il fallut bien se rendre à l'évidence, l'exterminateur n'était peut-être pas celui que l'on croyait.

Et puis, pour parachever encore cette impression, on vit l'OLP, et par la suite les pays arabes réunis à Fez, admettre pour la première fois le droit à l'existence

des compagnons de route du sionisme. Et l'image de marque d'Israël a pris du plomb dans l'aile.

Yasser Arafat a été reçu triomphalement en Grèce. Il a pu rencontrer les leaders des principales forces politiques italiennes. Il a obtenu une entrevue avec le pape..., et ce n'est pas fini. Peu à peu, l'OLP est en train de prendre dans le cœur de l'opinion publique internationale la place qu'occupait Israël il y a encore peu. Même les Etats-Unis

EGYPTE

Marxisme et Proche-Orient

L'Égypte : reflet de la pénétration marxiste dans le Tiers-Monde — L'Égypte s'inscrit dans cette mosaïque d'États tiers-mondistes où sévit un marxisme tentaculaire, toujours enclin à absorber les aspirations égalitaires diffusées par certains mouvements d'émancipation. Empruntant le masque d'un humanisme bon teint rafraîchi à la mode du jour, la stratégie marxiste s'abreuve aux sources mêmes de la religion.

Si cette rhétorique marxiste axée sur les revendications d'égalité et de répartition des biens a été relativement bien assimilée, celle-ci s'est rapidement discréditée aux yeux des populations.

Aujourd'hui, alors que le voile mystificateur est arraché, il est apparu sous ce dernier ce qui constitue l'essence même du marxisme : l'autoritarisme.

Pour témoins, ces kyrielles de pays marxistes-léninistes de par le monde dont le seul point commun se révèle être l'état d'oppression constante dans lequel se débattent les populations. C'est ainsi que ces contrées colonisées par le marxisme ont vu fleurir en leur sein ces pontes du marxisme à la recherche

d'une case sur le vaste échiquier dictatorial.

Cette incursion de l'idéologie marxiste dans ces différentes contrées nous amène, en tant qu'anarchistes, à nous interroger sur les raisons du peu d'impact des idées anarchistes dans ces régions. En effet, par quels moyens diffuser l'idéal libertaire par-delà les barrières culturelles et géographiques dans ces lieux où nous n'avons que des contacts sporadiques, voire même quelquefois nuls ?

Certes, une présence anarchiste existe tant dans les anciennes colonies européennes (Afrique du Nord et du Sud) qu'en Australie, au Japon ou encore en Chine, mais elle ne reste que minime.

Afin de remédier à cet état de fait, il apparaît nécessaire de posséder d'une part une vision globale des facteurs économiques, culturels et politiques de ces différentes parties du monde, ceci par l'intermédiaire du voyage et de la lecture. Par ailleurs, il nous faut tendre à une intensification des contacts tant avec des étudiants étrangers que des réfugiés politiques.

Aujourd'hui, alors que le globe terrestre s'est transformé en

proche banlieue grâce au développement des médias et que n'importe quelle lutte anti-étatique naissant dans quelque partie du monde que ce soit s'avère mondialement connue en 24 heures, il nous est désormais possible de soutenir et d'influencer ces luttes.

Tandis que l'internationalisme est une des composantes fondamentales de l'anarchisme, les organisations anarchistes semblent isolées dans l'ensemble. C'est pourquoi il est nécessaire d'accroître les échanges d'idées et surtout la solidarité, non seulement avec des anarchistes, mais aussi avec d'autres mouvements ayant de fortes tendances libertaires.

Jusqu'à présent, trop mobilisés par nos propres problèmes internes, nous avons négligé d'établir des contacts dans ces zones où les idées anarchistes ne sont pas représentées.

Le défi est clair : si révolution il y a, celle-ci doit être mondiale sous peine de se voir réduite à néant par les idéologies autoritaires des pays voisins.

(D'après une lettre de Joe et Hellen (Libertarian Workers — Australie)

ITALIE

SUR MALATESTA

LES 17 et 18 juillet, à Ancone, se sont déroulées les manifestations pour la commémoration du cinquantenaire de la mort d'Errico Malatesta.

Ces deux journées organisées par le mouvement anarchiste italien furent un grand moment d'activité et de propagande.

De toute l'Italie (Carrare, Livourne, Milan), et même de l'étranger (France), de nombreux compagnons assistèrent à la manifestation au cours de laquelle une plaque commémorative fut posée, et au meeting. Lors de celui-ci, de très bonnes interventions furent faites par Umberto Marzocchi, secrétaire de l'Internationale des fédérations anarchistes, Gino Cerrito, historien du mouvement anarchiste italien et Carlo Bianchi, militant d'Ancone. Sans aucun doute, ce furent de très bonnes initiatives qui replaceront le mouvement anarchiste italien au centre des luttes et de la réalité sociales.



LES 24, 25 et 26 septembre auront lieu, au Palazzo delle Stelline / c.so Magenta de Milan, les journées d'études sur Errico Malatesta. Ces journées sont organisées par le centre d'étude libertaire « Giuseppe Pinelli » à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Malatesta. Des rapports seront présentés par, notamment : Arthur Lehning, Paolo Finzi, Pier-Carlo Masini, Eduardo Colombo, etc.

Situation en Amérique centrale

A) Aggravation de la situation au Nicaragua : Les nouveaux commandants du Front sandiniste de libération nationale dénoncent certains traits de la révolution. En clair, tout se déroule sur le modèle cubain : alphabétisation politisée, nationalisation, interdiction des grèves, organisations populaires contrôlées par le FSLN, langage marxiste-léniniste. Cela profite bien sûr à l'impérialisme américain qui s'hardit et arme jusqu'aux dents les armées du Honduras, du Salvador et du Guatemala. Le Nicaragua a de nombreux problèmes de frontières avec le Honduras (affrontements armés) et le Costa-Rica (détention de Costaricains, incursions de l'armée sandiniste, etc.) Trois diplomates nicaraguayens ont été expulsés pour avoir favorisé un attentat terroriste contre une usine d'aéronautique au Honduras.

B) Aggravation des conflits au Salvador et au Guatemala entre l'armée et les guérillas : Au Honduras, la guérilla commence à se développer, et avec elle la répression militaire. Au Nicaragua, il y a de plus en plus de luttes entre les soi-disant « bandes révolutionnaires » (ex-gardes nationaux et opposants) et l'armée sandiniste.

C) Offensive politique de l'impérialisme américain à travers la Communauté démocratique centro-américaine à laquelle participent les Etats suivants : — Guatemala : gouvernement constitué par un coup d'Etat dénonçant le résultat des dernières élections. La répression s'accroît et la peine de mort est

pratiquement légalisée. — Honduras : gouvernement issu des élections, mais sans pouvoir réel, les militaires continuent. De plus, l'armée du Honduras a collaboré dans son territoire à la campagne d'extermination de la guérilla salvadorienne.



L'AMÉRIQUE CENTRALE

— Costa-Rica : gouvernement élu, mais une grave crise économique et politique s'accompagne d'un processus de militarisation (aide militaire et policière, de Tai Wan, de la Corée du Sud, des Etats-Unis, de Panama, etc.). La mobilisation populaire (grèves, barrages routiers,

manifestations) a été réprimée. Les attentats de groupes de gauche ou de droite, les actes criminels de la police sont fréquents. Voici ce qu'il en est de la communauté impulsée par les Yankees : les bourgeois sentent la situation explosive, préparent

les armes et, en même temps, donnent les libertés de toujours (de presse, de coalition, etc.).

Voici le tableau de la situation économique et sociale au Costa-Rica :

Habitants : 2,4 millions ; dette extérieure : 4 millions de dollars.

propriétaires possèdent 36% des terres et 46% de propriétaires possèdent 1,9% des terres ; 70% des impôts sont perçus indirectement.

Le climat explosif de l'Amérique centrale est évident. Cette région est un champ de batailles entre les Etats-Unis et l'URSS. L'URSS, à travers Cuba et le Nicaragua, arme les guérillas des autres pays. Les Etats-Unis, eux, arment l'armée du Guatemala, du Salvador, du Honduras et la garde civile et rurale du Costa-Rica. D'un côté les Etats-Unis appuient les dictatures militaires qui écrasent les peuples, de l'autre l'URSS confisque les révolutions populaires pour implanter des dictatures, sans liberté et dans le même état de pauvreté.

Cependant, le gouvernement du Costa-Rica a proclamé sa neutralité en cas de conflit et déclaré qu'il ne prêterait pas son territoire comme base pour aggraver d'autres pays : cette neutralité est peu probable pour deux raisons :

— à cause de la situation géographique du Costa-Rica entre les bases américaines de Panama et les bases sandinistes du Nicaragua ;

— à cause de la politique intérieure et extérieure du gouvernement qui déclare que les mobilisations populaires font partie d'une conjuration communiste. La récente visite du président Monge aux Etats-Unis, visite lors de laquelle il s'est montré d'accord avec la politique extérieure américaine (jusqu'aux Malouines, alors que la plupart des autres pays ont soutenu l'Argentine), en témoigne.

Jorge Castillo Arias

« La Grande Métamorphose » (extrait)

Le texte qui suit a été tiré du livre *La Grande Métamorphose*, publié en 1947 et écrit par Paul Gille, qui le présente comme une étude d'anthropologie et de morale. Paul Gille, qui a laissé plusieurs écrits de grande valeur, dans lesquels il fait preuve, entre autres, d'une parfaite connaissance des théoriciens de l'anarchisme, fut professeur à l'Institut des hautes études de Belgique et directeur de sa section des sciences philosophiques.

MAIS, en fait, qu'est-ce, au fond, que l'Etat ? Un mirage, une hallucination collective, un mensonge de l'imagination métaphysique, grâce auquel l'activité arbitraire et dictatoriale d'un certain nombre d'individus prend figure de pouvoir supérieur et s'impose à la nation. Cette activité dictatoriale est l'essence même de l'Etat, de l'Etat tel qu'il se réalise pratiquement, de l'Etat démocratique et majoritaire, où sombre le droit des minorités, comme de l'Etat monarchique. Mais la complication et la différenciation croissantes de la vie sociale, que Spencer a si magistralement soulignées, défient la « science » et la sagacité des législateurs, si experts qu'ils soient dans les détours et les déguisements de l'absolutisme. Et c'est en vain que les lois s'entassent sur les lois, les décrets sur les décrets, les ordonnances sur les ordonnances. C'est en vain que le jacobinisme, pour se renforcer, fait appel à l'autarcie. Le Dieu-Etat, Providence de tous les citoyens, s'avère de plus en plus, à l'expérience, comme une chimère et comme un leurre, et comme une source de tyrannie.

C'est que, comme l'écrivait Malatesta dans une page justement célèbre, « la société n'est pas l'agrégation artificielle, opérée par la force ou par un contrat, d'individus naturellement réfractaires. C'est un corps organique vivant, dont les hommes sont les cellules con-

courant solidairement à la vie et au développement du tout. Elle est régie par des lois immanentes, nécessaires, immuables comme toutes les lois naturelles ». Et dès lors la liberté de tous, l'acratie, pour employer l'heureuse expression chère à la section espagnole de la Première Internationale, apparaît comme la première condition d'une vie normale, d'une vie saine de l'ensemble et de chacun. L'Etat n'est plus qu'une superfétation pathologique, anormale, incidente, une sorte de cancer de l'organisme collectif.

Il ne suffit pas, toutefois, pour avoir vraiment la liberté, que disparaissent toute oppression politique, tout absolutisme législatif, tout appareil de contrainte arbitraire et hiérarchique. La liberté ne peut se fonder et vivre, ne peut prospérer et donner ses fruits, que dans des conditions économiques appropriées. C'est là la première donnée d'un réalisme sain, sans parti pris et sans œillères, comme sans réticence.

Il ne s'agit nullement ici, qu'on ne s'y méprenne pas, de ressasser une fois de plus le sophisme matérialiste, où se complaît bêtement la psychologie rudimentaire de Marx et de ses fanatiques et aveugles caudataires. Il ne s'agit même pas d'adopter, sans la compléter, la formule frappante de Blanqui, déclarant que « la liberté, c'est du pain sur la planche ». Nous savons trop que, pour que la liberté soit vraiment viable, vraiment stable et sûre, pour qu'elle ne soit pas précaire, aléatoire et hasardeuse, il faut qu'elle s'intègre, à l'encontre des vues marxistes, dans une conception générale du droit et du juste. La liberté, en un mot, la liberté humaine, est subordonnée à la justice.

Paul GILLE

LE SQUATT ET LES ARTISTES

ETANT artiste plasticien, le problème des squatts m'intéresse au plus haut point car, comme nous le verrons à la fin de l'article, c'est la seule solution au problème des ateliers ; mais parler seulement des squatts comme solution à un problème spécifique aux artistes serait absurde si cela ne découle pas d'une analyse plus profonde.

Le droit au logement

Il serait absurde de nier que le droit au logement est un des droits les plus élémentaires de l'homme. Pour les legalistes qui veulent toujours s'appuyer sur des textes justifiant une société qu'il faudra bien un jour ou l'autre se décider à foutre en l'air, je dirai que depuis le 10 décembre 1948, l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît ce droit à l'être humain.

Pour ce qui est des occupations dites illégales, il est évident pour tous que le droit au logement passe avant le droit à la propriété. Quand on sait que pour renchérir le prix des terrains à Paris, on a rasé et on a rasé encore des quartiers entiers aux maisons encore habitables, qu'à leur place on construit des immeubles qu'on pourra louer bien plus cher, mais laissant ainsi toute une population sans aucune possibilité de se loger légalement ; quand on sait qu'en France il y a deux millions de chômeurs avoués, donc une grande partie de la population incapable de payer les loyers exorbitants de la région parisienne et que l'on voit des appartements vides, des immeubles vides, des rues entières d'immeubles vides et murés : on ne comprend pas les squatts, on les souhaite ! On ne comprendrait pas qu'il n'y en ait pas.

Le squatt et la zone

S'il est heureusement des squatts « normaux » où la vie est la même que dans n'importe quel autre immeuble, ces squatts sont rares, et il est malheureusement habituel, en France, d'assimiler le squatt à la crasse, la drogue, la zone sous toutes ses formes.

Ce n'est pas un hasard et cela s'explique fort bien : quand les magouilleurs financiers ont décidé de « rénover » un quartier, ils se débrouillent pour vider ce quartier ; mais la « rénovation » ne devant avoir lieu que quelques années plus tard, il ne serait pas rentable d'investir tout de suite dans la démolition des lieux, donc on laisse en l'état. De toute façon, démolir et attendre des années serait, vu les problèmes du chômage et du logement à Paris, créer à plus ou moins long terme des bidonvilles dans la capitale. Mais vu ces mêmes problèmes, laisser des immeubles viables vides dans Paris, c'est appeler à l'occupation illicite. La seule solution est de faire pourrir les squatts ; ce n'est donc pas un hasard si, quand un squatt s'ouvre, « on » incite tous les zonards à y aller en leur donnant l'adresse. Les flics laissent ensuite pourrir et ferment volontairement les yeux sur les problèmes de casse, de drogue, etc. Quand on sait que ces problèmes se traitent ouvertement dans les squatts, on a compris. Les dealers tiennent boutique ouverte, les balances sont à la vue de tous et les stup's n'interviennent pas. On a vu un squatt avec une roulette de jeu fonctionner au grand jour et un bordel dans les étages au vu et au su de tout le monde. Donc, si les flics n'interviennent pas, c'est qu'il y a des intérêts derrière.

L'intérêt est double : d'une part, dissuader les candidats au squatt en en donnant une image telle qu'elle fait peur à ceux qui veulent la tranquillité ; d'autre part, cette image du squatt permet, quand on veut virer les occupants, pour démolir, de jouer la carte de la salubrité publique. De plus, quand un squatt est un peu trop dur à déloger, n'êtes-vous pas étonnés qu'un meurtre survienne souvent fort à propos dans le quartier ?

Les squatts et les bûcherons roses

A la mairie de Paris, Georges Sarre, président du groupe socialiste, s'est fait le champion du combat contre les squatts, à grand renfort de lettres au maire

et au Gardé des sceaux. Quand on pense que ces ardents défenseurs de la propriété privée osent se prétendre socialistes !... Curieusement, dans une lettre au maire datée du 24 mai 1982, par deux fois il attire l'attention sur les squatts de Bisson-Palikaou, c'est-à-dire le quartier des Vilins. Un mois après, le 29 juin, les Vilins étaient investis. Curieux... Sarre a donc écrit également au Gardé des sceaux qui, dans sa réponse, lui dit : « De nouvelles réunions... pour appréhender ce problème seront prochainement organisées afin d'assurer

Venons-en au problème de l'artiste :

- l'atelier est une nécessité, c'est le principal outil de travail ;
- les ateliers ont été détruits quand on a détruit Paris ;
- l'artiste se trouve devant un double problème de logement : chercher un logement personnel, chercher un atelier, donc double loyer ;
- le prix des logements et des locaux à Paris est scandaleusement élevé, et du fait du manque de politique culturelle qui a toujours sévi en France, les ar-

tières sont fauchés et ne peuvent payer deux loyers.

Il y a donc impossibilité pour nous de trouver des ateliers. Quant aux ateliers alloués pour la création artistique, on sait de quoi il retourne : il ne s'en est construit qu'une quinzaine par an alors qu'il y a une liste d'attente avouée de six cents demandes, ce qui veut dire beaucoup plus. D'autres solutions, comme la Ville de Paris, sont également bouchées. En fait, la presque totalité de la profession cherche un atelier.

Parce qu'il connaît le problème des ateliers, créateur d'une situation explosive, le nouveau ministre a bien promis la construction rapide de cinq cents ateliers, mais c'est du vent. Personne n'y croit. Où, quand, comment, avec quel argent va-t-il

construire ces ateliers ? De toute façon, c'est insuffisant. Laisser espérer cette solution de la part du ministère comme de la part des soi-disant représentants de la profession est une escroquerie morale. De plus, alors qu'il n'y a pas de politique d'aide à la création, avec quel argent les créateurs paieraient-ils les hypothétiques ateliers ? Seuls les créateurs acceptant de faire un double métier peuvent se payer des ateliers ; or, tout le monde sait dans nos milieux qu'accepter le double métier, c'est abandonner plus ou moins rapidement la création. Donc si les artistes veulent être créateurs et avoir un atelier, la seule solution est le squatt. Or, de plus en plus, la profession pense au squatt et en parle comme de la seule solution.

La seule solution

Quand Georges Sarre écrit à Chirac qu'il « est urgent d'agir si vous ne voulez pas que Paris connaisse avec le développement du phénomène de la squattérisation des situations et des événements comparables à ceux qui sont intervenus à Berlin et à Amsterdam », d'une part il oublie, parce qu'il est bien nourri aux frais du contribuable, que s'il y a des squatts c'est qu'il y a des chômeurs et un scandale immobilier et que, d'autre part, il oublie surtout que ces événements d'Amsterdam ont permis la légalisation des squatts. A Amsterdam, il y a en effet des squatts légaux. On sait que tel quartier en voie de rénovation ne sera démolie que dans deux ans. Durant ces deux années, la mairie loue les logements vides à des prix très bas à ceux qui en font la demande. Quand l'immeuble est démolie, le squatter déménage et est relogé ailleurs dans les mêmes conditions, ce qui ne résout bien sûr pas la question du logement, mais qui indique une certaine prise en compte de la question, contrairement à la situation française.

Il faut se battre pour obtenir cette reconnaissance des squatts, prélude à l'expropriation révolutionnaire.

Servin
« Plasticien »



des liaisons permettant de mener des actions efficaces et effectives de nature à mettre fin à un phénomène qui risque de troubler gravement l'ordre public et a déjà été l'occasion d'incidents d'une réelle gravité. »

Faisons confiance aux socialistes : ils feront aussi bien que la droite.

Le squatt et les artistes

Résumons rapidement le problème des squatts avant de parler des artistes.

Le logement est une nécessité, donc un droit naturel. Mais le pourrissement des squatts, volontairement provoqué pour dissuader ceux qui légitimement voudraient occuper des locaux inhabités depuis longtemps, est dû à ceux qui ont intérêt à ce que la propriété prime ce droit.

**150 000 F POUR RADIO-LIBERTAIRE
IL RESTE A RÉUNIR 80 000 F AVANT LE 31 DÉCEMBRE**

Radio-Libertaire veut continuer d'émettre, vous le voulez aussi !
Votre soutien par l'envoi de lettres aux différents ministères et à la présidence de la République le prouve, vos souscriptions aussi.
Le 8 juillet, nous avons réuni 40 000 F.
Aujourd'hui, il faut encore 80 000 F.

Souscription	9 994 F
Bons de soutien	16 265 F
Badges et T-Shirts	3 932 F
Total	30 191 F
Total précédent	40 325 F
Total général	70 516 F

Pour soutenir Radio-Libertaire, vous avez de nombreuses possibilités. Il vous suffit d'écrire ou de passer au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

- La carte d'auditeur-souscripteur à 95 F, valable douze mois, qui vous donne droit à des réductions sur de nombreux spectacles à Paris et en banlieue.
- Les billets de tombola à 10 F. La première partie du prochain tirage aura lieu le 29 septembre ; la deuxième le 3 octobre, lors de la fête de soutien à Radio-Libertaire organisée par la CNT espagnole.
- Les badges de Radio-Libertaire à 5 F.
- Les T-shirts à 38 F.
- Les transferts à 10 F, 15 F ou 20 F ; les trois 35 F.
- Les bons de soutien à 100 F, 500 F ou 1 000 F.

La librairie du *Monde libertaire* consent aux porteurs de la carte d'auditeur-souscripteur 10% de réduction sur l'achat de disques. Dans ce rayon disques, vous retrouverez des chansons que vous avez aimé entendre sur 89,5 MHz. Cette réduction est valable jusqu'au 31 décembre 1982. Une seule bonne adresse donc : 145, rue Amelot, 75011 Paris.

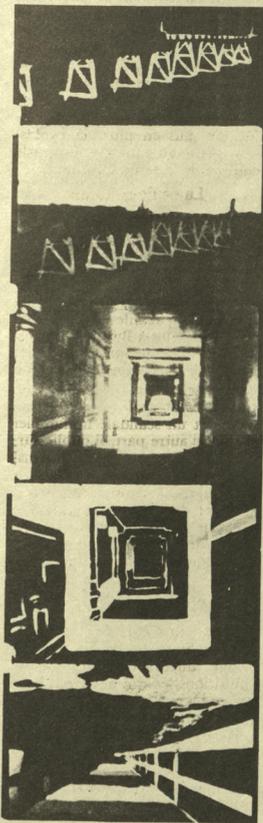
Vos chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

PROUDHON :	KROPOTKINE :
De la capacité politique des classes ouvrières. Les 2 tomes 50 F	- L'éthique
- Idée générale de la révolution	- L'entraide
35 F	30 F
MALATESTA :	
- Avertissement aux propriétaires	- Articles politiques
35 F	12 F
BAKOUNINE :	- La pensée de Malatesta ..
- Oeuvres. (2 tomes). Chaque 30 F	12 F
	BOLLOTEN :
	- La révolution espagnole ..
	20 F

CINÉMA EXPÉRIMENTAL

La bourse ou la vie ?



Photogrammes du film de Jean-Michel Bouhours, « Secan-ciel » (1976-1979).

DÈS le début des années 20, un cinéma « autre » se développe : Eggeling, Richter, Ruttmann... en Allemagne ; Man Ray, Duchamp, Clair, Léger, Dulac... en France. L'avènement du parlant et la Seconde Guerre mondiale porteront certes un coup à ce cinéma, mais il renaitra avec une vigueur nouvelle dès les années 50 aux Etats-Unis et les années 60-70 en France, notamment sous l'impulsion du « Collectif jeune cinéma », de la « Paris films coop » (coopérative de location de films gérée par les cinéastes) et du « Ciné MBXA » (salle de projection). Ce cinéma rompt avec le récit et joue avec la lumière comme un musicien avec ses sons.

On peut se réjouir de la rétrospective « 30 ans de cinéma expérimental en France (1950-1980) » qui va se dérouler du 29 septembre au 25 octobre au centre Beaubourg. Cependant, on peut se poser quelques questions : organisée par le ministère de la Culture, le Centre national de la cinématographie, le centre Beaubourg, la ville de Paris, l'université Paris I et les écoles d'Art, cette manifestation prend une dimension politique évidente. Le fait de ne sélectionner que des films faits en France s'inscrit dans la démarche nationale et socialiste de Jack Lang. En 1976, le cinéaste autrichien Peter Kulbelka avait organisé une rétrospective du « cinéma indépendant » mondial intitulée « Une histoire du cinéma ». Pourquoi ne pas l'avoir reprise en y

SÉLECTION



TÉLÉVISION

— **TF1** : le 27 sept. à 15 h 30 : *La Cuarteto Cedron*, dans l'émission *Le temps d'une rencontre*.

Le 27 sept à 20 h 35 : santé : la drogue, le plaisir et la dépendance. Emission présentée par Barrère et Lalou.

Le 28 sept. à 20 h 36 : *Edouard II* de Christopher Marlowe, dans la tradition du théâtre shakespearien.

— **A2** : le 23 sept. à 16 h 45 : *Douze balles pour Laval*. Comment et pourquoi Laval fut livré aux alliés par Franco.

Le 24 sept. à 23 h 05 : ciné-club : *Le salon de musique* (1958). Un des plus grands films baroques de Satyajit Ray.

Le 28 sept. à 20 h 40 : *Un Mauvais fils* (1980) de Claude Sautet, avec Patrick Dewaere. Un mélodrame populaire.

— **FR3** : le 23 sept à 20 h 35 : *Les Enchaînés* (1946), d'Alfred Hitchcock, avec Cary Grant et Ingrid Bergman.

Le 26 sept à 22 h 35 : cinéma de minuit : *The Clock* (1945) de Vincente Minelli. Une comédie musicale avec Judy Garland.

P.S. : cette semaine, c'est France-Culture qui s'est égarée. Décidément, le retour des vacances est laborieux...

SPECTACLES



• **Seuls en scène**
— Depuis le 10 septembre : Jean Guidoni, aux Bouffes-du-Nord.
— A partir du 27 septembre : Sapho, à la Gaité-Montparnasse.

— Sol, dans *Je m'égalamane à moi-même...*, au théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e, le soir à 20 h 45, sauf dimanche et lundi. Le dimanche, spectacles à 15 h et à 18 h 30.

— Yves Riou et Philippe Pouchain, le vendredi 1^{er} octobre à la maison des Arts et Loisirs de Laon (Aisne).

• **Théâtre**

— *1929, ou le rêve américain*, au théâtre Présent, 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19^e, tous les soirs à 20 h 30, sauf dimanche et lundi, jusqu'au 26 décembre. Reprise le 21 octobre jusqu'au 28 novembre.

— *L'éveil du printemps*, de Frank Wedekind, à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris 9^e, tous les soirs à 18 h 15.

— *Et nos amours...* ou la vie sentimentale de Guillaume Apollinaire, au théâtre Fontaine, 10, rue Fontaine, Paris 9^e. Le soir à 20 h 30.

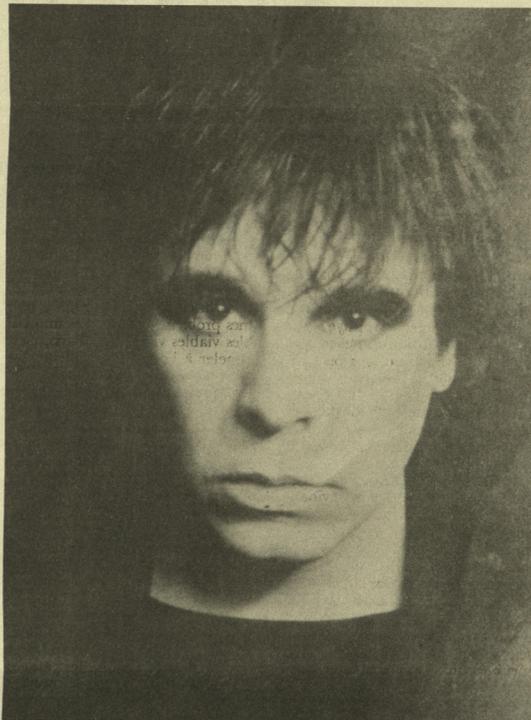
— *Figaro Solo*, de Philippe Malignon, d'après Beaumarchais, à la Comédie de Paris, le soir à 22 h.

— *La vallée de l'ombre de la mort*, d'après Malcolm Lowry, au théâtre artistic athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, Paris 11^e, le soir à 20 h 30.

— *Contre-ciel, plus*, de René Daumal, jusqu'au 15 octobre, le soir à 20 h 30, au théâtre des 400-Coups, 74, rue du Cardinal-Lemoine, Paris.

• **A la rigueur**

— *Chopelia*, de et avec Farid Chopel, au Palais des Glaces, 37, rue du Faubourg du Temple, Paris 10^e. Jusqu'au 3 octobre, le soir à 21 h.



Jean Guidoni

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Vendredi 23 septembre : « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : la galerie Alain Oudin sur le thème : de l'utilité des galeries d'art.

• Samedi 25 septembre : « Croissant-Show » (9-12 h) : le Vent du Ch'min. Thème : les dessinateurs caricaturistes de 1900 à 1914.

• Mercredi 29 septembre, « Vous avez dit Bigeard » (22-24 h) : Dana et Eric Odin (auteurs, éditeurs de science-fiction), sur la Convention de science-fiction de Dijon.

Une nouvelle émission les lundis de 19 à 22 h : « L'encre noire de l'histoire » ou « La tinta negra de la historia », en français et en espagnol. Les invités, des Espagnols exilés, racontent leur guerre d'Espagne et l'exil.

Et chaque dimanche, de 16 à 18 h : Henri Gougoud pour « Deux heures sur les genoux de tonton Henri ou quand j'entends le mot culture, je sors mon bouclier ».

Hervé TRINQUIER



Le système économique de classes est en train de faire la peau au socialisme velléitaire issu des dernières élections ! Tous les groupes de pression, politiques, économiques, sociaux, en sont bien conscients, d'où l'agitation actuelle qui les fait se convulser, les oppose les uns aux autres pour conserver leurs privilèges au sein de la communauté, dans un moment où des décisions graves s'imposent au gouvernement, et dresse les uns contre les autres leurs membres au sein de chaque clan pour défendre leurs avantages particuliers. A travers cette vision globale de la crise secouant les clans qui composent ce beau pays de France, on comprend mieux l'effervescence qui, de la base au sommet, perturbe la maison pouloga ! Elle s'inscrit dans ce mouvement qui conduit les sociétés occidentales vers leur crépuscule, avec, bien sûr, pour la flicaille, des permanences qui de tous temps en ont fait un Etat dans l'Etat.

J'étais un jeune homme lorsqu'en 1934, Chiappe, le préfet de police de cette époque, menaçait de descendre dans la rue avec ses fiers-à-bras pour balayer le gouvernement légal. Cette menace suffit pour donner du cœur aux bandes fascistes et du mou à la police « républicaine », et pour chasser le gouvernement de gauche et son ministre de l'Intérieur, Eugène Frot, avant d'installer au pouvoir cette fine équipe : Doumergue, Tardieu, Laval. Vingt-cinq ans plus tard j'écrivais, pour notre journal *Le Monde libertaire* d'avril 1958, un article, « Poulets, circulez » pour conter à nos lecteurs les exploits d'un certain Dide, chef des flics de l'époque qui, avec ses janissaires, assiégeait le palais Bourbon en « chantant » aux oreilles des députés consternés « A bas les pourris », « Ouvrez vos portes si vous n'êtes pas des dégonflés », « Mort aux vaches », « Mort aux juifs » et auquel les députés communistes répondaient par « La police avec nous » ! Il ne faudra pas attendre longtemps pour qu'un traître de sabre, de Gaulle, prenne la Gueuse à la gorge, avant de mettre route cette flicaille au pas... tout au moins pour un temps, celui des illusions !

Ainsi, que ce soit au sein de la III^e, de la IV^e ou de la V^e République, la police ne change pas, elle reste égale à elle-même. C'est un Etat dans l'Etat qui entend dicter sa loi. Dans les régimes autoritaires, la police est au pouvoir ; dans les régimes démocratiques, elle fait tout pour y parvenir. Naturellement, l'agitation de la flicaille dépend de la conjoncture politique et économique dans laquelle elle se déroule, mais toutes ces agitations s'inscrivent dans le même schéma, imposer à l'Etat un pouvoir fort qui fasse de sa garde prétorienne la colonne vertébrale du régime, quel que soit ce régime ! A travers un style ou un autre, il faut bien constater que chaque fois que Marianne se trouve toute nue, ces messieurs de la chaussette-à-clous se précipitent pour la masquer ! Mais foin de ces réflexions désabusées, revenons à la police de monsieur Gaston Defferre !

Gaston, il est du Midi ! Ça se voit et ça s'entend ! Lui au ministère de l'Intérieur, on allait voir ce qu'on allait voir !

En vérité, si Gaston Defferre a de beaux restes, ce ne sont que des restes et, après avoir roulé les pectoraux pour faire passer sa réforme sur la décentralisation, il s'est couché devant sa flicaille. C'est curieux, chaque fois qu'un homme politique de droite ou de gauche accède à la place Beauvau, le même processus se reproduit. Dès son arrivée, le petit nouveau change quelques flics de luxe perchés au sommet de la hiérarchie pour les remplacer par ceux qui piétinent à l'étage au-dessous. Mais, dans la police, les traditions sont tenaces et les nouveaux s'empresseront de chausser les pantoufles des anciens. Les ministres passent, les chefs de service restent les gardiens vigilants du sérail même lorsqu'ils changent de bureaux. Ainsi avons-nous vu, après des débuts fracassants, Poniatowski couvrir ses poulets lors de l'affaire de Broglie.

LES TURBULENCES DE LA FLICAILLE ANNONCENT DES MOMENTS DIFFICILES POUR LA COMMUNAUTÉ !

Ainsi verrons-nous Gaston Defferre couvrir les siens en accordant une noix d'honneur à quatre flics qui avaient tiré à vue sur des jeunes gens qui n'avaient pas d'armes, forcé aucun barrage et renversé aucun flic ! Que lui a-t-il donc pris, à Gaston, pour faire des déclarations si stupides, dignes de celles que fit Ponia en son temps ? La maladie du milieu, à laquelle tous les politiciens placés à la tête de la police finissent par céder, après quelques jolis mouvements de menton, les pousse, pour voir leur tranquillité face à un personnel turbulent, à couvrir ses incartades et à se proclamer : premier flic de France !

Mais ce qui semble plus grave, c'est que cette manie de s'identifier à la police semble avoir gagné l'Elysée où tonton, flanqué de son gendarme d'élite, joue les Maigret. Bilan : quelques lampistes du terrorisme irlandais, un réfugié italien qu'on a été obligé de relâcher... des brouillilles. De quoi rigoler, et la presse ne s'en est pas privé. Pourtant, tout ceci est grave car, dans les commissariats, les petits flicards rêvent à l'âge d'or où ils pourront jouer au rodéo entre Pigalle et Barbès ! C'est encore plus grave à l'échelon au-dessus, car, chaque fois que nos grands flics se mettent à tousser plus haut qu'ils ont les fesses, se sont les nôtres qu'il faudra garer.

Ces dernières années, un facteur est encore venu aggraver la nervosité qui règne dans les commissariats. Il s'agit de la multiplication des organisations syndicales. Que les flics soient syndiqués, je n'y voit pour ma part aucune objection ! Mais il s'agit d'un syndicalisme bien particulier qui ne jure pas avec les coutumes de la profession. Il existe, dans la police, autant de syndicats que de caté-

gories, tous drivés par un parti politique susceptible de fournir un ministre de l'Intérieur, dispensateur en dons de joyeux événements, de grâces qui ne viennent pas toutes du ciel. Tout ce beau monde se déchire pour la soupe, ne retrouvant l'esprit de corps que pour cogner sur le jeune, sur le bougnoule, sur le manifestant !

Dans les régimes totalitaires, ou simplement autoritaires, la police complète. Dans les régimes démocratiques, la police intrigue. Dans le premier cas, c'est le terrorisme de clans qui la singularise ; dans le second cas, c'est l'insolence, mais dans l'un ou l'autre de ces régimes, la police, avec des moyens différents, reste égale à elle-même. Ses rapports avec son patron, le ministre de la police, le gouvernement, la société qu'elle est sensée protéger, sont invariables ! Attention, je ne veux pas dire qu'il n'existe pas de polices plus brutales, d'autres plus souples, cela est affaire de circonstances économiques, politiques ou sociales. Ce que je dis, c'est que, dans un cas comme dans l'autre, les rapports de ce groupe de pression que constitue la police avec l'Etat et la société est le même ! Que, dans un cas comme dans l'autre, c'est la police qui façonne le ministre, c'est elle qui impose sa volonté à travers le chantage à la sécurité, c'est elle qui, en fin de compte, définit les méthodes de son intervention dans le public. Et cela est si bien ressenti qu'au programme de tous les partis, dans le cartable de tout nouveau ministre de l'Intérieur, il y a un projet de réforme de la police et également de la justice. Mais chaque fois, le clan animé en sous-main par les hauts fonctionnaires oppose d'abord la force de l'inertie, puis à partir de la délinquance, une petite dé-

Lépine, Chiappe lui-même qui, lorsqu'ils étaient en fonction, étaient couverts d'éloges, ne seront dénoncés par cette même bourgeoisie et, en tous cas, par ses littérateurs, que lorsque le temps aura fait son œuvre et que les révélations ne pourront plus démanteler cet outil de la domination de classe qui, au passage, nettoie la merde collée aux bottines de la classe dirigeante.

Mais c'est un fait ; la bourgeoisie, comme le populo qu'elle influence, pense que la police est un mal nécessaire, et je serais tenté de dire que dans le cadre de la société capitaliste, où les intérêts s'opposent avec violence, elle est indispensable à ce système pour se continuer ! C'est pourquoi la bourgeoisie — qui fait la fine gueule devant ce qu'elle appelle des « procédés de basse police qu'on repousse du pied » — entretient et soutient cette flicaille qui maintient dans les clous l'homme qui a fait et qui pourrait se ruer sur les devantures affriolantes. Ce sont ces sentiments obscurs de sa nécessité, non pas morale mais matérielle, pour le maintien de la domination de la bourgeoisie, qui confère à la police non seulement son insolence envers le public, mais son arrogance envers la classe qu'elle sert. Pour elle, le dialogue fameux « Qui t'as fait duc... qui t'as fait prince » garde toute sa signification.

La police est le fruit du milieu qui l'a créée. Ses hauts fonctionnaires sont choisis parmi les bons élèves des grandes écoles qui sont l'orgueil de la bonne société, sa piétaille parmi un sous-prolétariat inadapté à une existence convenable et qui va, à travers sa fonction, chatouiller son besoin de puissance et sa démission devant les réalités de la vie qui sont assumées par les hiérarchies de sa profession, championnes des hiérarchies dans la société.

Ceux qui, à chaque instant, hurlent qu'il faut réformer la police, m'ont toujours fait sourire. Mais ceux qui m'étonnent le plus, ce sont ceux qui veulent supprimer la police en conservant le cadre économique dont elle est, avec la justice et l'armée, un des piliers. La police est le reflet d'un système, pas autre chose ! Ce que Gaston Defferre (profession : socialiste) appelle la mission de la police lui confère, grâce à sa cohésion, son caractère indispensable, une morgue qui fut celle, sous l'ancien régime, des valets privilégiés, dans l'entourage du maître.

On ne supprimera pas la police dans le cadre du régime, on l'améliorera pas la police. Tous les chefs de police à venir qui prétendent la réformer ne brandiront qu'un sabre de bois.

La police vous indigné. Tenez, je vais vous confier le seul moyen pour vous en débarrasser : préparez et contribuez donc au changement d'un régime économique dont la police est la tumeur. Mais faites bien attention, l'histoire de la révolution de 1789, comme celle de 1917, nous apprend que certaines révolutions ont le génie de secréter des polices exemplaires, tant il est vrai que seule la suppression de l'autorité peut amener la suppression des polices.

Maurice JOYEUX

